

PRODUCTION MONDIALE DU GAZ NATUREL

L'Algérie dans le top 10

L'Algérie conserve sa place parmi les dix premiers producteurs de gaz naturel de la planète avec une production de 98 milliards de mètres cubes en 2025. Malgré un léger recul par rapport à l'année précédente, le pays maintient son rang parmi les principaux acteurs du secteur gazier mondial, confirmant ainsi la solidité de son industrie et son rôle stratégique sur les marchés énergétiques internationaux. P 3



LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET 2026 Plus de 24 millions d'électeurs aux urnes



Les élections législatives organisées ce 2 juillet 2026 constituent une étape politique majeure dans le processus de transformation engagé par l'Algérie. Au-delà du renouvellement de la représentation nationale, ce scrutin intervient dans un contexte marqué par l'accélération des réformes économiques, la diversification de l'économie, la modernisation des institutions et la poursuite de la numérisation de l'administration publique. Les députés qui seront élus auront la responsabilité d'accompagner, par leur action législative, les profondes mutations que connaît le pays.

• **Toutes les dispositions ont été prises**

P 5

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE Les walis appelés à une mobilisation totale

Les pouvoirs publics renforcent leur dispositif de suivi de la campagne nationale de moisson-battage afin d'assurer la réussite de cette opération stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. Réunis mardi en visioconférence avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, les walis ont été appelés à une mobilisation totale pour garantir une récolte optimale, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

P 3

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE
LA CORRUPTION
**Réunion de la commission
nationale de suivi P 2**

MÉTAUX PRÉCIEUX
**L'or en baisse après un
renforcement du dollar P 4**

UNIVERSITÉ DE GUELMA
**Agrément pour l'engagement
de 3 projets de recherche en
sécurité énergétique et
sécurité alimentaire P 6**

LÉGISLATIVES ET FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Naftal assure la continuité de l'approvisionnement en produits pétroliers

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a indiqué, hier, que ses services seront assurés normalement durant la période allant du 2 au 5 juillet, coïncidant avec les élections législatives et la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance. Naftal a précisé, dans un communiqué, que l'ensemble de ses stations-service et points de vente poursuivront leurs activités 24h/24 durant la période allant du 2 au 5 juillet, comme le reste de l'année. Cette organisation vise à garantir un approvisionnement régulier et continu en différents produits pétroliers sur l'ensemble du territoire national, afin de répondre aux besoins des citoyens durant cette période, précise la même source. A l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance, Naftal a adressé ses vœux au peuple algérien, tout en souhaitant à l'Algérie davantage de progrès et de prospérité.

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Réunion de la commission nationale de suivi

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Mme Salima Mousserati, a présidé une réunion de la commission nationale chargée du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, indique hier un communiqué de la Haute autorité.

Par R E

La réunion s'est déroulée, mardi, en présence des représentants des instances et institutions souveraines membres de la commission, à savoir le Conseil de la nation, l'Assemblée populaire nationale et le cabinet du Premier ministre, aux côtés des inspecteurs généraux des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de la Justice, d'un représentant du Commandement de la Gendarmerie nationale et du chef de l'Inspection générale des finances, précise le communiqué. Cette rencontre vient "couronner la série de réunions tenues par les sous-commissions chargées du suivi de la mise en œuvre des cinq objectifs de la Stratégie nationale, dont les travaux ont été consacrés à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures prévues au titre de l'année 2025, aux progrès réalisés et aux défis et difficultés rencontrés", souligne la même source. La rencontre a été marquée par "la présentation des rapports des sous-commissions sur les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs stratégiques". Elle a également permis de "passer en revue les

principales problématiques rencontrées par certains secteurs dans la mise en œuvre, auxquels des solutions ont été proposées, à même de renforcer la coordination entre les différents intervenants", selon le communiqué. La réunion a aussi permis de "procéder à une évaluation globale de l'état d'avancement de la Stratégie nationale" et d'"examiner les progrès enregistrés dans la mise en œuvre du plan d'action", l'accent ayant été mis sur "la nécessité d'intensifier les efforts au cours de la prochaine étape afin d'assurer le parachèvement des mesures prévues dans les délais impartis". Les travaux de la commission ont débouché sur une série de recommandations, portant notamment sur "le renforcement de l'efficacité des mécanismes de coordination et de suivi entre les différents secteurs et instances, l'intensification des programmes de formation et de renforcement des capacités, et la poursuite de la numérisation des mécanismes de mise en œuvre et de suivi de la Stratégie, en particulier à travers la plateforme numérique mise en place par la HATPLC afin de permettre aux différents acteurs de suivre l'état d'avancement de l'exécution des mesures", souligne le communiqué. Parmi les recommandations figurent également

"l'accélération du parachèvement de la promulgation de certains textes juridiques prévus par la Constitution de 2020 et des décrets d'application y afférents, notamment le projet de loi portant simplification des procédures administratives et le texte réglementaire relatif aux codes de conduite, de manière à offrir un cadre de référence unifié aux différents secteurs, à renforcer les principes de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance, et à consacrer l'approche participative en matière de prévention et de lutte contre la corruption". Au terme de la réunion, Mme Mousserati a affirmé que "le suivi régulier et l'évaluation continue constituent une garantie essentielle pour la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie nationale", insistant sur "l'importance de la poursuite de la coordination entre les différents acteurs, et la mobilisation des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés, en vue de renforcer l'efficacité du dispositif national de prévention et de lutte contre la corruption, et d'accompagner le processus de réformes engagé en Algérie en matière de consolidation de la transparence et de promotion de la bonne gouvernance", conclut le communiqué.

NUMÉRISATION

Benmouloud reçoit le DG de l'e-Governance Academy d'Estonie

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a reçu le Directeur général de l'e-Governance Academy (eGA) d'Estonie, Hannes Astok, à sa demande, accompagné de représentants de la mission de l'Union européenne (UE) en Algérie, indique mercredi un communiqué du ministère. La rencontre intervient dans le cadre de "la mise en œuvre du programme d'appui à la gouvernance économique entre l'Algérie et l'UE et

du renforcement de la coopération et du partenariat dans le domaine de la transformation numérique", à travers l'examen de la note conceptuelle relative au projet d'accélération de la transformation numérique en Algérie, qui s'inscrit dans le programme de coopération pour la période 2026-2028, en cohérence avec les objectifs de la stratégie nationale de transformation numérique et la vision Algérie numérique 2030", précise la même source.

La rencontre a porté sur "les principaux axes visant à développer une infrastructure numérique publique moderne, à renforcer l'interopérabilité entre les administrations, à améliorer la gouvernance des données, à moderniser les services publics numériques, ainsi qu'à développer les compétences nationales à travers des programmes de formation, et l'accompagnement de la mise en œuvre des projets de numérisation". Il a été également question "des mé-

canismes de mise en œuvre du projet qui s'appuie sur un dispositif de gestion et de suivi conforme aux normes internationales, garantissant la qualité, la transparence et la bonne exécution de ses différentes étapes, tout en mettant à profit l'expertise internationale dont dispose l'eGA dans les domaines de l'e-gouvernance, de l'interopérabilité et de la gouvernance numérique". Cette coopération traduit l'engagement du Haut-commissariat à la nu-

mérisation à "renforcer les partenariats internationaux qualitatifs, à soutenir le processus de transformation numérique, à consolider la souveraineté numérique et à instaurer une administration publique moderne, performante et sécurisée, offrant des services numériques innovants et de qualité, en phase avec les attentes des citoyens et des objectifs de la vision Algérie numérique 2030", conclut le communiqué.

APS

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER 2026

Le ministère révèle la liste des associations bénéficiaires

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a révélé, mercredi dans un communiqué, la liste des associations nationales et locales bénéficiaires du programme de soutien financier au titre de l'année 2026, dans le cadre de "la concrétisation des programmes du secteur visant à renforcer le rôle de la société civile et à encourager les activités du mouvement associatif". Cette opération, menée sous la supervision de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la

Condition de la femme, Soraya Mouloudji, vise à "renforcer les performances dans plusieurs axes vitaux, notamment le soutien à la prise en charge et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques, les Centres d'aide par le travail (CAT), les ateliers protégés et les fermes pédagogiques pour les personnes aux besoins spécifiques, la contribution à la promotion de la femme et à son insertion socioéconomique, les centres de prise en charge des femmes et des personnes âgées, et les programmes de prise en charge de

l'enfance et des jeunes en difficulté". La commission spécialisée a "examiné 122 dossiers remplissant les conditions requises dans les différents axes et domaines, donnant lieu à la sélection de 83 projets associatifs répartis à travers les différentes régions du pays", précise le communiqué. Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle stratégie du secteur en matière de soutien aux associations à caractère social et humanitaire, alliant financement, renforcement des capacités et programmes éducatifs, pédagogiques et de

sensibilisation, tout en mettant l'accent sur le développement du rôle des associations dans l'action solidaire et humanitaire en tant qu'acteurs actifs au service de la société et du développement durable". La liste des associations à caractère social et humanitaire bénéficiaires du soutien au titre du programme de l'année 2026 est consultable via le lien suivant : <https://drive.google.com/file/d/1Eeh-tOFJ8GAPMVu5EzNR52yfMtkA24O/view?usp=sharing>.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION MONDIALE DU GAZ NATUREL

L'Algérie dans le top 10

L'Algérie conserve sa place parmi les dix premiers producteurs de gaz naturel de la planète avec une production de 98 milliards de mètres cubes en 2025. Malgré un léger recul par rapport à l'année précédente, le pays maintient son rang parmi les principaux acteurs du secteur gazier mondial, confirmant ainsi la solidité de son industrie et son rôle stratégique sur les marchés énergétiques internationaux.

Par S. R.

La production mondiale de gaz naturel a atteint 4.195 milliards de mètres cubes en 2025, en hausse de 1,6 % par rapport aux 4.143 milliards de mètres cubes enregistrés en 2024. Cette progression de 52 milliards de mètres cubes reflète la poursuite de la croissance de la demande mondiale, soutenue notamment par les États-Unis, la Chine et l'Arabie saoudite, selon les dernières statistiques publiées par l'Energy Institute britannique et analysées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Dans ce contexte, l'Algérie se classe au dixième rang mondial avec une production de 98 milliards de mètres cubes. Bien que ce volume soit en baisse de 1,9 %, soit près de 2,2 milliards de mètres cubes par rapport à 2024, il permet au pays de demeurer dans le cercle restreint des plus grands producteurs mondiaux de gaz naturel. Le classement est largement dominé par les États-Unis, qui consolident leur leadership avec une production de 1.078 milliards de mètres cubes, représentant à eux seuls 25,6 % de la production mondiale.

Le pays a enregistré une progression de 4,3 %, soit un gain de 41 milliards de mètres cubes, contribuant à près des

trois quarts de la hausse mondiale enregistrée en 2025. La Russie conserve la deuxième position avec une production de 609,4 milliards de mètres cubes, malgré un recul de 3 %.

L'Iran complète le podium avec 264,8 milliards de mètres cubes, talonné de très près par la Chine, dont la production atteint 264,1 milliards de mètres cubes après une forte progression de 6,6 %. Pour la première fois, Pékin se rapproche ainsi de la troisième place mondiale, illustrant l'accélération de ses investissements dans le développement des ressources conventionnelles et non conventionnelles.

Le Canada se maintient au cinquième rang avec une production de 206,2 milliards de mètres cubes, devant le Qatar, sixième avec 183,5 milliards de mètres cubes. L'Australie conserve la septième place malgré un léger repli de sa production, qui s'établit à 148,6 milliards de mètres cubes. L'Arabie saoudite poursuit, pour sa part, sa montée en puissance.

Avec une progression de 8,5 %, la plus forte enregistrée parmi les grands producteurs en 2025, sa production atteint 133,8 milliards de mètres cubes. Cette performance est attribuée au développement accéléré des ressources gazières non conventionnelles par Saudi Aramco et au démarrage de la produc-

tion du gisement de Jafurah. Le royaume conforte ainsi sa huitième place mondiale, devant la Norvège, qui occupe le neuvième rang avec une production de 120,6 milliards de mètres cubes, en baisse de 2,7 %.

Le maintien de l'Algérie dans ce classement confirme l'importance stratégique de ses ressources gazières dans l'équilibre énergétique mondial.

Le pays demeure l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Europe et poursuit la mise en œuvre de plusieurs programmes d'investissement visant à soutenir les capacités de production, développer de nouveaux gisements et renforcer la valorisation de ses ressources.

Dans un marché mondial marqué par une concurrence croissante et une demande appelée à évoluer sous l'effet de la transition énergétique, la présence de l'Algérie parmi les dix premiers producteurs mondiaux constitue un indicateur de la résilience de son secteur gazier. Elle met également en évidence les défis liés au renouvellement des réserves, à l'intensification des efforts d'exploration et à l'accélération des investissements afin de préserver cette position stratégique dans les années à venir.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Mise en place d'une cellule de suivi à Blida

Une cellule spéciale chargée du suivi de la campagne moisson-battage a été mise en place dans la wilaya de Blida en vue de promouvoir la filière céréalière, considérée comme stratégique pour la consécration de la sécurité alimentaire, a indiqué mercredi un communiqué des services de la wilaya.

Selon la même source, cette cellule a été créée pour prendre en charge les préoccupations des agriculteurs, producteurs et professionnels de la filière céréalière durant la campagne moisson-battage 2025-2026. Les intéressés ont été invités à signaler toute difficulté susceptible d'entraver le bon déroulement de la campagne, dans le but d'assurer sa réussite.

Cette mesure vise à garantir une prise en charge immédiate des contraintes et insuffisances relevées sur le terrain et à leur apporter des solutions appropriées, en coordination avec les services et organismes concernés.

La cellule veillera notamment à assurer la disponibilité et le bon fonctionnement du matériel agricole et des moissonneuses-batteuses, à garantir des capacités suffisantes de stockage et de collecte des céréales, ainsi qu'à faciliter l'organisation des opérations de livraison des récoltes vers les centres de stockage agréés.

A noter, la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Blida, qui recense plus de 2.713 hectares emblavés en céréales, prévoit une production de plus de 78.000 quintaux au titre de la saison agricole en cours, avec un rendement estimé entre 35 et plus de 40 quintaux à l'hectare, contre 28 quintaux à l'hectare lors de la campagne écoulée.

APS

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Les walis appelés à une mobilisation totale

Par Selma R.

Les pouvoirs publics renforcent leur dispositif de suivi de la campagne nationale de moisson-battage afin d'assurer la réussite de cette opération stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. Réunis mardi en visioconférence avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, les walis ont été appelés à une mobilisation totale pour garantir une récolte optimale, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Lors de cette réunion de coordination tenue au Palais du Gouvernement, M. Sayoud a rappelé que la campagne moisson-battage fait l'objet d'un suivi particulier de la part du chef de l'État en raison de son impact direct sur le renforcement de la sécurité alimentaire nationale. Il a souligné que l'objectif de collecter plus de 50 millions de quintaux de céréales exige « une mobilisation générale et un engagement effectif de tous les intervenants », sous la supervision directe des walis, afin de garantir une coordination rigoureuse et une prise en charge rapide des préoccupations enregistrées sur le terrain. Dans cette optique, le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer un suivi quotidien des différentes étapes de la campagne. Il a demandé aux walis de maintenir une présence permanente sur les sites de récolte, de collecte et de stockage, tout en veillant à lever sans délai les contraintes susceptibles d'entraver le bon déroulement de l'opération. Pour renforcer le pilotage de la campagne, M. Sayoud a ordonné l'installation de cellules permanentes de veille et de suivi dans l'ensemble des wilayas. Celles-ci devront travailler en coordination directe avec la cellule nationale de suivi de la campagne moisson-battage afin d'assurer un suivi en temps réel de l'évolution des opérations, ainsi qu'une actualisation régulière des données et des statistiques. La logistique a également occupé une place centrale lors de cette réunion. Le ministre a appelé à la mobilisation de toutes les capacités nationales de stockage, en exploitant de manière optimale les infrastructures relevant des secteurs public et privé. Il a également ordonné la réquisition des

moyens de transport disponibles, notamment les camions, afin d'assurer l'acheminement rapide des récoltes vers les centres de collecte et de préserver la production nationale dans les meilleures conditions. Dans le même cadre, les walis ont été instruits d'élaborer des plans de coordination interwilayas permettant le transfert rapide des moissonneuses et des autres équipements agricoles vers les régions où les opérations se poursuivent encore. Ils ont également été appelés à exploiter les capacités de stockage disponibles dans les wilayas voisines afin de renforcer la solidarité territoriale et d'optimiser l'utilisation des infrastructures nationales. Évoquant les risques susceptibles de compromettre le bon déroulement de la campagne, notamment les incendies de récoltes et les aléas climatiques, le ministre a insisté sur « l'adoption des plus hauts degrés de vigilance et de proactivité ». Il a appelé à renforcer le niveau d'opérationnalité des services concernés et à mobiliser tous les moyens d'intervention, tout en mettant en œuvre l'ensemble des mesures préventives nécessaires jusqu'à l'achè-

vement des opérations de moisson et de stockage. M. Sayoud a, en outre, demandé la transmission immédiate de rapports de terrain sur l'évolution de la campagne afin de permettre une intervention rapide pour résoudre les difficultés rencontrées, en coordination avec la cellule nationale installée auprès des services du Premier ministre. Au cours de la réunion, les walis ont présenté des exposés détaillés sur l'état d'avancement de la campagne dans leurs wilayas respectives, portant notamment sur les taux de réalisation, les quantités de céréales collectées, les capacités de stockage mobilisées ainsi que les dispositifs mis en place sur le terrain. En clôturant les travaux, le ministre a réaffirmé l'engagement de son département à assurer un suivi rigoureux de l'opération et à maintenir une coordination permanente avec l'ensemble des intervenants. Il a insisté sur la nécessité d'appliquer strictement les instructions du président de la République afin de garantir le succès de la campagne moisson-battage et d'atteindre les objectifs nationaux fixés en matière de renforcement de la sécurité alimentaire.

CONSERVATION ET RESTAURATION DES BIENS CULTURELS
Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et la Russie

L'Algérie et la Fédération de Russie ont signé, à Moscou (Russie), un mémorandum d'entente scientifique et technique visant à renforcer la coopération dans le domaine de la conservation et de la restauration des biens culturels, indique mercredi un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Dans le cadre du "renforcement de leurs relations bilatérales et de leur partenariat stratégique", l'Algérie et la Fédération de Russie ont signé "un important mémorandum d'entente scientifique et technique dans le domaine de la protection du patrimoine culturel", en marge de la 13e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, tenue à Moscou du 24 au 26 juin dernier, précise le communiqué.

Le mémorandum a été signé, pour la partie algérienne, par le directeur de l'École nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels, Pr Hamza Mohamed Cherif, et, pour la partie russe, par la directrice du Centre d'archéologie de sauvetage relevant de l'Institut d'histoire de la culture matérielle de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie, Dr Natalia Fedorovna Solovieva, en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la Fédération de Russie. S'inscrivant dans le cadre de "l'activation des mécanismes de coopération scientifique et technique entre les deux pays", ce mémorandum vise essentiellement à "échanger les expertises académiques et de terrain en matière de conservation et de restauration des monuments historiques" et à "développer des projets de recherche conjoints pour la protection des biens culturels", précise le texte.

R. E.

14E FORUM INTERNATIONAL DE SAINT-PÉTERSBOURG (RUSSIE)

La Chambre nationale des huissiers de justice prend part aux travaux

La Chambre nationale des huissiers de justice a pris part aux travaux du 14e Forum international de Saint-Petersbourg, à l'invitation du Service fédéral des huissiers de justice de Russie, indique mardi un communiqué de cette instance.

Cette participation s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre du programme de la Chambre nationale des huissiers de justice visant à renforcer la coopération internationale et à s'ouvrir aux expériences professionnelles comparées", lit-on dans le communiqué.

La délégation algérienne était composée du président de la Chambre nationale des huissiers de justice, M. Mohamed Reda Dahemri, du directeur des affaires civiles et du sceau de l'Etat, M. Ahmed Ali Salah, représentant le ministre de la Justice,

garde des Sceaux, ainsi que les présidents des chambres régionales, à savoir le président de la Chambre régionale du Centre, M. Ishak Redjem, le président de la Chambre régionale de l'Est, M. Salah Tairi, et le président de la Chambre régionale de l'Ouest, Me Maâmar Bettahar, en plus du membre de l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ) et des officiers publics, M. Mohamed Réda Bougrine. A cette occasion, une rencontre bilatérale a réuni les représentants des deux instances (algérienne et russe), en présence du représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, pour examiner les voies de coopération, la promotion de la profession ainsi que les relations scientifiques et professionnelles, sanctionnée par une convention signée, au nom des deux parties, par le président de la Cham-

bre nationale, Me Mohamed Reda Dahemri, et le directeur du Service fédéral des huissiers de justice de Russie. A cet effet, "la Chambre nationale des huissiers de justice a salué l'appui et l'accompagnement constant dont elle bénéficie de la part du ministère de la Justice, qui se sont traduits par la participation du représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, à cet événement international, ce qui reflète l'intérêt que le ministère accorde à l'accompagnement des instances professionnelles et au renforcement de leur présence à l'étranger, convaincu de l'importance de la diplomatie professionnelle pour mettre en valeur l'image de l'Algérie et ancrer sa place dans les fora juridiques et judiciaires internationaux", conclut le communiqué.

APS

AVEVA DAY ALGÉRIE 2026

Façonner l'avenir industriel de l'Algérie avec l'IA et la donnée industrielle

AVEVA, leader mondial des logiciels industriels, a organisé avec succès AVEVA Day Algérie 2026 aux côtés de Schneider Electric au centre de formation Sid Rached à Tipaza. L'événement a réuni des leaders du secteur pour explorer la prochaine phase de la transformation industrielle de l'Algérie et présenter des solutions basées sur la donnée pour améliorer la fiabilité, l'efficacité opérationnelle et la durabilité des actifs industriels.

Portée par des investissements ambitieux dans les infrastructures, l'énergie et la numérisation, l'Algérie entre dans une nouvelle phase de transformation industrielle. Alors qu'il se place parmi les plus grandes économies d'Afrique, le pays fait avancer sa stratégie Digital Algeria 2030 pour accélérer l'adoption de l'IA et des technologies de nouvelle génération, créant ainsi les bases d'opérations industrielles plus intelligentes, connectées et durables.

« Partout en Algérie, les organisations industrielles constatent de plus en plus que la transformation numérique n'est plus optionnelle ; elle est désormais essentielle pour leur permettre de res-

ter compétitives dans une économie mondiale en rapide évolution. Alors que l'industrie contribue à environ 45 % du PIB, l'Algérie dispose d'une base solide pour accélérer la transformation industrielle numérique », a déclaré Khaled Salah, vice-président Afrique d'AVEVA.

Energie, industrie des procédés, fabrication, infrastructures, quel que soit leur secteur, les industriels recherchent des moyens pratiques pour améliorer la performance des actifs, réduire les risques opérationnels et renforcer leur résilience. Lors d'AVEVA Day Algérie les clients, partenaires et leaders du secteur se sont réunis pour partager leurs connaissances, explorer des technologies éprouvées et comprendre comment l'intelligence industrielle génère des résultats commerciaux

mesurables.

« L'Algérie pose les bases d'un avenir industriel plus intelligent et durable. Alors que les investissements s'accroissent dans les infrastructures, l'énergie et la numérisation, Schneider Electric et AVEVA travaillent ensemble pour aider les organisations à combiner électrification, automatisation et intelligence industrielle afin de libérer plus d'efficacité, de résilience et de durabilité. Ensemble, nous permettons à nos clients de construire les industries connectées qui alimenteront la prochaine ère de croissance économique de l'Algérie », a déclaré Anouar Chara, directeur général de Schneider Electric, Algérie & Tunisie.

R. E.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or en baisse après un renforcement du dollar

L'or a reculé de 1% mercredi, se maintenant proche de son plus bas niveau en sept mois, affaibli par le renforcement du dollar et les craintes liées à l'inflation et aux hausses de taux de la Réserve fédérale (Fed).

L'or au comptant s'échangeait à 3.969,03 dollars l'once la matinée, après avoir touché mardi 3.942,99 dollars, son plus bas depuis novembre.

Les contrats à terme sur l'or améri-

cain pour livraison en août ont perdu 1,4 % à 3.982,90 dollars mercredi. Le dollar s'est renforcé, rendant le lingot libellé en billets verts plus coûteux pour les détenteurs d'autres devises.

Les autres métaux précieux ont également reculé: l'argent au comptant a chuté de 1,8 % à 57,53 dollars l'once et le platine a glissé de 0,6 % à 1.541,95 dollars, son niveau le plus bas depuis novembre dernier.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,07	-9,56	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	-0,43	9,00	5,56	40203	56 284 200,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,10	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	6,06	3,29	10,97	5,43	323	742 900,00
EGH El Aurassal	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,63	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,47	4,21	4,72	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	أسعار التجزئة				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	103	79	البطاطا
	Tomate	86	103	69	الطماطم
	Oignon sec	67	76	59	البصل الجاف
	Ail sec	666	755	577	الثوم الجاف
	Ail vert	314	339	288	الثوم الاخضر
	Carotte	93	105	81	الجزر
	Navet	108	119	97	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	130	151	110	الفلفل الحار
	Courgette	94	108	80	الكوسة
	Haricot vert	169	189	149	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	115	129	100	الخس
Fruits frais	Pomme locale	548	681	415	التفاح المحلي
	Datte	500	622	378	التمر
	Banane	522	542	503	الموز
	Melon	123	142	104	البيطخ الاصفر
Pastèque	77	91	63	البيطخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2016	2162	1870	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	343	355	330	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET 2026

Plus de 24 millions d'électeurs aux urnes

Les élections législatives organisées ce 2 juillet 2026 constituent une étape politique majeure dans le processus de transformation engagé par l'Algérie. Au-delà du renouvellement de la représentation nationale, ce scrutin intervient dans un contexte marqué par l'accélération des réformes économiques, la diversification de l'économie, la modernisation des institutions et la poursuite de la numérisation de l'administration publique. Les députés qui seront élus auront la responsabilité d'accompagner, par leur action législative, les profondes mutations que connaît le pays.

Par Réda Hadi

Selon les chiffres publiés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à l'issue de la révision exceptionnelle des listes électorales, le corps électoral appelé aux urnes compte 24.727.041 électeurs inscrits, dont 23.872.756 à l'intérieur du pays et 854.285 membres de la communauté nationale établie à l'étranger. La répartition par sexe fait ressortir 13.255.949 hommes et 11.471.091 femmes, confirmant l'importance de cette consultation populaire qui mobilise l'ensemble de la nation, à l'intérieur comme hors des frontières. Le prochain mandat parlementaire s'annonce donc particulièrement stratégique. Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics mettent en œuvre une série de réformes destinées à renforcer l'attractivité de l'économie nationale, améliorer le climat des affaires, encourager l'investissement, soutenir l'entrepreneuriat, développer les exportations hors hydrocarbures et accélérer la transition numérique. Ces orientations nécessitent un Parlement capable d'adopter les textes indispensables, de contrôler efficacement l'action du gouvernement et de contribuer à l'élaboration de politiques publiques répondant aux nouveaux défis économiques. Le scrutin revêt ainsi une dimension qui dépasse largement la simple compétition électorale. Il s'inscrit dans une logique de consolidation institutionnelle où la stabilité politique apparaît comme un levier essentiel pour assurer la continuité des réformes économiques engagées par les autorités publiques. Afin de garantir le bon déroulement de cette échéance, l'ensemble des institutions concernées ont mobilisé d'importants moyens humains, matériels et organisationnels. L'ANIE supervise toutes les opé-

érations électorales, depuis la validation des candidatures jusqu'à la proclamation des résultats, dans le respect de la législation en vigueur. Les listes électorales ont été régulièrement actualisées et les bureaux de vote répartis sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions les plus éloignées. Cette volonté d'assurer l'accès de tous les citoyens au vote se traduit notamment par l'organisation du vote anticipé dans les wilayas du Sud, conformément aux dispositions réglementaires, ainsi que pour la diaspora. Depuis mercredi, les opérations ont débuté dans plusieurs bureaux itinérants desservant les populations vivant dans les zones isolées. À El-Meghaïer, un bureau mobile couvre notamment les localités de Berkadja et Azzerik au profit de 237 électeurs, tandis que la wilaya compte au total près de 99.804 électeurs répartis dans 53 centres et 247 bureaux de vote, encadrés par près de 2.000 agents. Le vote anticipé concerne également onze bureaux itinérants dans la wilaya d'El-Oued, répartis entre les communes de Miyeh-Ouensa, Oued El-Allenda et Hassi-Khelifa, ainsi que quatre bureaux mobiles dans la wilaya d'Adrar couvrant les communes de Tsabit, Sebaa, Timi et Reggane au bénéfice de 1.771 électeurs. Cette opération s'inscrit dans la continuité du vote avancé de 72 heures déjà organisée dans plusieurs wilayas du Grand Sud, notamment Ouargla, Tamanrasset, Illizi, Djanet et In Guezzam, puis de celui avancé de 48 heures dans certaines autres wilayas. Les moyens logistiques, humains et matériels ont été renforcés afin de permettre aux électeurs des zones éloignées d'exercer leur droit constitutionnel dans les meilleures conditions. La participation de la communauté nationale à l'étranger constitue également un volet important de ces élections. En

Égypte, par exemple, les électeurs poursuivent leur vote pour la deuxième journée consécutive dans les bureaux ouverts au Caire et à Alexandrie. Les deux centres totalisent 1.839 électeurs inscrits, dont 1.611 au Caire et 228 à Alexandrie. Les autorités diplomatiques ont mobilisé tous les moyens organisationnels et techniques afin d'assurer un déroulement fluide de l'opération électorale. Dès la première journée, de nombreux ressortissants algériens, parfois venus de gouvernorats éloignés, ont accompli leur devoir civique, illustrant l'attachement de la diaspora à la vie démocratique nationale. Le Parlement issu de ce scrutin sera appelé à accompagner les grands chantiers engagés par l'État : développement des infrastructures ferroviaires, modernisation de l'agriculture, transition énergétique, valorisation des ressources minières, souveraineté alimentaire, sécurité hydrique, développement des énergies renouvelables, réforme du système financier, amélioration du climat des investissements et simplification des procédures administratives.

Les acteurs économiques suivent d'ailleurs cette échéance avec une attention particulière. La stabilité institutionnelle demeure un facteur essentiel de confiance pour les investisseurs nationaux et étrangers, dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques et les mutations économiques mondiales. Les tenants de ce scrutin résident ainsi dans la nécessité de doter le pays d'une représentation parlementaire capable d'accompagner les réformes structurelles engagées. Les aboutissants dépassent largement le cadre politique puisqu'ils concernent directement la croissance économique, la création d'emplois, l'amélioration du pouvoir d'achat, le développement territorial et le renforcement de la souveraineté économique. Au-delà de la désignation des futurs députés, les législatives du 2 juillet 2026 apparaissent comme un rendez-vous déterminant pour consolider les institutions, renforcer la participation citoyenne et accompagner durablement les ambitions économiques de l'Algérie.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Gratuité du transport sur l'ensemble des lignes de l'ETUSA pour faciliter le déplacement des électeurs

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, mercredi, que les services de transport sur l'ensemble des lignes de son réseau seront gratuits durant la journée du jeudi 2 juillet, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. Cette mesure vise à permettre aux citoyennes et aux citoyens de se déplacer aisément vers les centres de vote afin d'accomplir leur devoir national et de participer aux élections législatives prévues jeudi, indique l'ETUSA dans un communiqué. L'ETUSA a ajouté avoir mobilisé l'ensemble de ses équipes de terrain afin d'assurer le bon déroulement des dessertes et de répondre aux besoins de déplacement à l'occasion de cette importante échéance électorale.

APS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Toutes les dispositions ont été prises

Toutes les dispositions ont été prises pour la réussite de l'opération électorale pour les législatives du 2 juillet, tant bien au niveau national qu'à l'étranger, a indiqué mercredi le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane. "Toutes les dispositions nécessaires ont été prises afin d'assurer le bon déroulement du scrutin pour les élections législatives le 2 juillet car nous voulons que ce vote soit un moment de fête, de convivialité et de respect entre tous les intervenants dans le processus électorale", a indiqué M. Khelfane, qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Il a ainsi assuré que des "moyens humains et matériels importants ont été mobilisés pour ce rendez-vous, mettant en avant "les efforts les déployés par les institutions concernées, notamment les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, de la Communication, de la Santé ainsi que les différents corps de sécurité, qui travaillent en coordination permanente avec l'ANIE". S'agissant du déroulement du scrutin, il a fait savoir que "des prolongations d'ho-

raires pourraient être décidées le jour du vote, jusqu'à 20 heures si les circonstances l'exigent, afin de permettre aux électeurs encore présents dans les centres de vote d'accomplir leur devoir électoral". Concernant le corps électoral en Algérie, il a relevé que plus de 7 millions d'électeurs ont entre 25 et 40 ans, alors que plus de 2000 femmes sont candidates", ce qui traduit, a-t-il ajouté, "un rajeunissement de la classe politique à travers la présence de jeunes candidats à la députation. Abordant le vote de la communauté nationale à l'étranger qui a débuté samedi dernier, il a assuré que "l'opération se déroule dans 129 centres de vote au niveau de 122 représentations diplomatiques et consulaires, regroupant 433 bureaux de vote à travers le monde, encadrés par plus de 3 000 agents", soulignant que "les premiers jours de vote se sont déroulés dans des conditions normales, malgré les fortes chaleurs enregistrées dans certains pays d'Europe". Rappelant que le corps électoral de la diaspora compte 854.285 électeurs répartis sur 8 circonscriptions couvrant l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient, il a précisé que la nou-

veauté introduite de ces législatives réside dans l'augmentation du nombre de sièges réservés aux Algériens de l'étranger qui passe de 8 à 12. S'agissant du vote des bureaux itinérants, destiné aux populations nomades des wilayas du Grand Sud, M. Khelfane a indiqué que "134 bureaux ont été répartis sur les 15 wilayas concernées, lesquelles totalisent près de 31.000 électeurs". "Ce n'est plus le citoyen qui se déplace vers l'urne, mais l'urne qui va à sa rencontre afin de rapprocher le vote du citoyen. Nous allons encore plus loin en rejoignant directement nos concitoyens nomades", a-t-il indiqué, faisant observer que "ces bureaux itinérants enregistrent généralement les taux de participation les plus élevés, parfois proches de 100 %". Interrogé sur le bilan de la campagne électorale, il a exprimé sa "satisfaction" quant au "climat serein et respectueux l'ayant caractérisée", assurant que "l'ANIE veille au respect des dispositions de la Constitution et de la Loi électorale, notamment l'interdiction de tout discours de la haine, de discrimination ou portant atteinte aux constantes nationales".

Il a toutefois relevé que "des mises en demeure et saisines de la justice ont été engagées dans des cas limités de dépassement", précisant qu'"une commission réunissant des magistrats, des juristes, des enseignants universitaires, des spécialistes en informatique et des journalistes relevant de l'ANIE était chargée du suivi permanent des contenus diffusés". Commentant l'aspect lié au financement de la campagne, M. Khelfane a rappelé que "la lutte contre la corruption et l'argent sale est une priorité inscrite dans la Constitution et dans la loi électorale", affirmant qu'"il est hors de question que l'argent sale investisse le champ politique ou influence la volonté des électeurs". A ce propos, il a souligné que les partis politiques et les listes indépendantes "sont tenus de présenter les justificatifs de leurs dépenses, la traçabilité étant un élément fondamental", assurant que "la commission chargée du contrôle des dépenses électorales poursuivra son travail pendant plusieurs mois après la proclamation définitive des résultats".

APS

TIZI-OUZOU

Des mesures pour accélérer les projets du secteur de l'hydraulique

Des mesures ont été prises par les autorités de la wilaya de Tizi-Ouzou afin d'accélérer la cadence des chantiers des grands projets du secteur de l'hydraulique et sécuriser l'alimentation en eau potable, à-on informé, mardi, auprès des services de la wilaya.

Ces mesures ont été prises lors de réunions présidées par le wali, Aboubakr Essedik Boucetta et ayant regroupé les responsables du secteur et les entreprises de réalisation. Les concernés ont été instruits de lever les contraintes techniques et administratives qui concernent certains projets structurants, tout en exigeant une optimisation de l'alimentation en eau potable (AEP) à travers la wilaya, selon la même source. Ainsi, le wali a exigé l'achèvement rapide des travaux de construction des logements prévus au relogement des riverains de la cuvette du barrage de Souk Tlata (commune de Tadmaït), à-on indiqué.

L'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) a été appelée à accélérer les procédures administratives pour renforcer les chantiers du barrage de Souk Tlata en moyens humains et matériels.

Parallèlement, la situation de la distribution de l'eau potable, dans plusieurs communes a été examinée. M. Boucetta a ordonné la prise en charge « immédiate » des insuffisances enregistrées sur les réseaux.

Par ailleurs, lors de visites de suivi des chantiers, M. Boucetta qui a inspecté le projet de déboulement de la conduite de transfert d'eau depuis le barrage de Taksebt vers Azazga.

Le wali qui a également inspecté le projet de renforcement de la chaîne de distribution d'eau de la partie Ouest de la commune de Maâtkas, a ordonné de parachever les travaux restants "dans les plus brefs délais", indique la même source.

APS

UNIVERSITÉ DE GUELMA

Agrément pour l'engagement de 3 projets de recherche en sécurité énergétique et sécurité alimentaire

L'université 8-Mai-1945 de Guelma a obtenu au titre de l'année universitaire 2025-2026 l'agrément pour l'engagement de trois projets de recherche en sécurité énergétique et en sécurité alimentaire dans le cadre des Programmes nationaux de recherche (PNR), a indiqué mardi le recteur de cette université.

Dans son allocution lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2025-2026 à l'amphithéâtre défunt moudjahid Sassi-Benhamla en présence des autorités locales, le Dr Mahmoud Debabeche a indiqué que "ces projets ont été soumis par des chercheurs de cette université spécialisée en génie mécanique, génie des procédés et biologie". Deux de ces trois projets, approuvés au titre de ces programmes chapeautés par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, concernant la sécurité alimentaire, a ajouté le même responsable. Et de préciser que la première proposée par le chercheur Abderazak Bezazi concerne "la conception et la description de canalisations et réservoirs en composites pour le transport et le stockage d'hydrogène propre", tandis que le second, du chercheur Abderafik Nemamecha, porte sur "le développement d'un matériau d'isolation thermique". Le troisième projet sur la sécurité alimentaire porte sur "le développe-



ment de produits innovants à base de semoule de grains de quinoa" de Soufiane Boudalia, at-il ajouté.

L'obtention de l'approbation pour l'engagement de ces projets au titre des Programmes nationaux de recherche traduits l'évolution enregistrée par l'université de Guelma qui fête cette année le 40e anniversaire de sa création, a affirmé son recteur, pertinent que la recherche scientifique dans cette université est structurée

autour de 29 laboratoires de recherche et 128 équipes de recherche impliquant 1.343 chercheurs, en plus de 379 doctorants.

La cérémonie de clôture de l'année universitaire a été marquée par des hommages rendus aux majors des promotions de licence (2.177 nouveaux diplômés) et master (1.614 diplômés) des différentes filières.

APS

MÉDÉA

Des projets de développement "bientôt" lancés dans plusieurs communes

Des projets de développement destinés à remédier au manque enregistré dans certains domaines seront "bientôt" lancés à travers de nombreuses communes rurales de Médéa, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya.

Financés dans le cadre du programme d'aide au développement social et économique des communes (ADSEC) pour l'année 2026, ces projets concernent les do-

maines de l'Alimentation en eau potable (AEP), du sport, des routes et de l'énergie, a-t-on indiqué.

Ils sont localisés dans les communes de Baata, Mfatha, El-Azzizia et Bouaichoune, dont la concrétisation permettra d'améliorer les conditions de vie des habitants et de désenclaver également des villages et des hameaux reculés, précise la même source.

Il s'agit, selon les services de la wilaya, de la réalisation d'un réservoir

d'eau potable d'une capacité de 500 M3 au profit des habitants du village de Kechachoua et d'un terrain de sport de proximité à Es-Sebt, dans la commune de Baata, au nord-est de Médéa. Des travaux de réalisation de routes de désenclavement bénéficieront aux habitants des villages de Fliiti, commune de Mfatha, sur une distance de près de 2 km, un autre tronçon pour desservir le village d'Oum-Ghezlane, commune d'El-Azzizia, et le troisième tronçon

routier permettra de faire la jonction entre le chef-lieu de la commune de Bouaichoune et le village d'Ain-Belkhir, a-t-on détaillé.

Un projet de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel touchera 250 foyers situés au niveau des agglomérations urbaines secondaires d'Ouled Abdelwahab et Ouled Yahia, dans la commune de Ksar-El-Boukhari, ajoute la même source.

APS

BATNA

Près de 25 millions DA à titre de 1ère tranche pour l'aménagement de l'Oued Bouadloune

Une enveloppe financière de 24,9 millions DA a été accordée à l'aménagement d'Oued Bouadloune traversant le centre de la commune de Tazoult distant de 10 km de la ville de Batna, a-on appris mardi auprès du président de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale, Karim Boulafa.

Dans une déclaration à l'APS, le même élu a

indiqué que cette opération, inscrite au programme d'appui au développement socio-économique des communes de l'exercice 2026, vise à « protéger la commune de Tazoult contre les inondations et améliorer le paysage urbain du centre-ville ».

Les travaux de ce projet ont été confiés à une entreprise spécialisée avec des délais d'exécution fixés à cinq mois, a ajouté la même

source.

L'aménagement de cet oued qui traverse le tissu urbain de la ville sera exécuté en trois phases, selon la même source qui a ajouté que la deuxième phase est projetée en 2027 et sera suivie par la troisième.

Le même élu a indiqué que des efforts continuent sont déployés pour promouvoir l'environnement et répondre aux attentes de cette

ville ancienne dont la population est estimée à 40.000 habitants à travers l'inscription de plusieurs projets d'aménagement urbain de ses divers quartiers pour un montant dépassant 50 millions DA et le lancement d'un premier lot de travaux portant sur l'aménagement des allées chahid Mohamed Zine.

Agence

LAGHOUAT

2.980 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis 2024

Plus de 2.980 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya de Laghouat, entre fin 2024 et le 31 mars dernier, à-on avis de la direction locale de distribution, filiale de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Cet investissement, qui a nécessité une enveloppe globale de 5,5 milliards DA, dont une contribution de l'entreprise

estimée permettant à 1,53 milliard de DA, a donné lieu à la réalisation de 1,093 km de lignes électriques d'alimenter ces exploitations agricoles, réparties sur 24 communes de la wilaya, en électricité, a précisé le directeur de distribution, Abdelhakim Louadfel. Ce programme de développement, at-il poursuivi, vise à encourager l'investissement agricole et à renforcer la couverture électrique dans les zones

rurales de la wilaya. Le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, a pour sa part souligné que l'électrification des exploitations agricoles constitue un axe stratégique de la politique de l'Etat pour renforcer la sécurité alimentaire, ajoutant que ce programme de développement devrait permettre une meilleure valorisation du potentiel agricole local, notamment à travers l'extension des terres irriguées.

Ces réalisations, selon le wali, auront un effet direct sur l'amélioration de la production et des rendements agricoles, tout en stimulant l'investissement dans un secteur clé pour la création de richesses et d'emplois. Le même responsable a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement des pouvoirs publics à accompagner les projets porteurs de valeur ajoutée pour la wilaya.

APS

« Après la couverture, la capacité : l'angle mort de la révolution de l'IA »

Courant juin est parue l'édition 2026 de l'Ericsson Mobility Report, référence mondiale en matière d'analyse des usages et du trafic mobile. Un constat s'y impose : dans 43 réseaux mobiles sur 55 étudiés dans le monde, le trafic montant vers le réseau (données émises) progresse désormais plus vite que le trafic descendant vers le réseau (données reçues).



Par **Christian Leon, CEO Ericsson Europe de l'Ouest (*)**

Ce basculement marque une rupture : nos réseaux ne servent plus seulement à recevoir des contenus, mais de plus en plus à envoyer des données générées en temps réel par les utilisateurs, les entreprises et les objets connectés. L'intelligence artificielle accélère ce mouvement. Assistants IA, visioconférences, création de contenus, outils professionnels mobiles, lunettes intelligentes demain : tous reposent sur une capacité accrue à émettre des données vers le réseau. Comme les précédentes révolutions industrielles ont nécessité des routes, des voies ferrées ou des réseaux électriques, la révolution de l'IA repose sur une infrastructure essentielle mais souvent invisible : les réseaux de télécommunication. Sans eux, aucune promesse de l'IA ne pourra être tenue à grande échelle. Les réseaux mobiles ne se contentent plus de transporter des données : ils deviennent le système nerveux de l'économie numérique. Comme dans un organisme vivant, ils assurent en temps réel la circulation des informations et la coordination des intelligences distribuées. La réussite numérique repose sur un triptyque indissociable : un appareil performant (le terminal), une technologie applicative (l'application soutenant l'usage) et un réseau solide et innovant pour les connecter. Sans une infrastructure capable de supporter l'échange de flux massifs, l'outil d'IA le plus disruptif et créateur de valeur ne fonctionnera pas. Cette infrastructure, c'est le système de notre compétitivité. Les zones périurbaines sont le point de bascule de cette transformation. Elles

concentrent des besoins croissants comme le télétravail, la télémédecine, l'éducation, la maison connectée, les outils de cartographie et de navigation. Tous ces usages reposent sur un élément parfois sous-estimé : la capacité à envoyer des données vers le réseau, ce que l'on appelle l'uplink. Si la couverture du territoire a progressé, l'uplink reste insuffisant loin des hyper-centres. À défaut d'une connectivité adaptée, une fracture invisible menace les territoires mal dimensionnés pour ces nouveaux flux.

Passer du réseau de couverture au réseau de puissance

Historiquement conçus dans une logique de diffusion descendante des contenus, les réseaux mobiles sont confrontés à un changement de paradigme. L'essor de l'IA, des assistants intelligents à la création de contenus, repose sur des échanges permanents de données dans les deux sens. Selon l'Ericsson Mobility Report June 2026, la croissance du trafic montant dépasse désormais celle du trafic descendant dans la majorité des réseaux étudiés, et les usages liés à l'IA pourraient multiplier par trois le trafic uplink d'ici à 2031, avec des pics pouvant atteindre jusqu'à cinq fois dans les scénarios les plus intenses. Autrement dit, le sujet n'est plus seulement celui de la couverture, mais bien celui de la capacité des infrastructures numériques, au-delà des usages de base tels que les appels, les SMS et Internet. Les attentes des utilisateurs évoluent en conséquence puisque selon la dernière étude de l'Ericsson ConsumerLab, les Français accordent aujourd'hui davantage d'importance à la réactivité et à la capacité d'envoi qu'aux seules vitesses de téléchargement, notamment dans

des moments critiques comme dans les transports, mais aussi dans les zones périurbaines.

À horizon 2030, cette tendance va encore s'accroître : l'IA multimodale devrait doubler en France, avec près de 40 % du temps d'usage réalisé hors du domicile. Autant de signaux qui confirment que la performance de l'uplink devient un enjeu structurant.

Le risque d'une fracture numérique 2.0 pour nos périphéries

Ce défi est d'autant plus critique que le débit montant se dégrade très vite. Si la réception, à bon niveau et en zones rurales et suburbaines, peut porter sur quelques kilomètres, dans les mêmes environnements, la capacité d'émission chute souvent assez brutalement après 800 à 1 000 mètres de distance de l'antenne et atteint des niveaux qui ne permettent plus de répondre aux nouveaux besoins. Dans les zones périurbaines où les antennes sont espacées, cela crée un déficit mécanique de performance. Ces territoires cumulent plusieurs facteurs de tension : infrastructures plus espacées, démographie dynamique et montée en puissance des usages numériques des entreprises et des services publics. Ainsi, ces zones périurbaines ont d'autant plus besoin de connectivité mobile de qualité. À l'ère de l'IA, il ne suffit plus de télécharger un fichier : il faut pouvoir travailler, produire et collaborer en temps réel depuis le terrain. Ne pas agir, c'est accepter un décrochage progressif. Les territoires incapables d'offrir la connectivité exigée par l'IA perdront en attractivité, créant une fracture d'un nouveau type : entre centres urbains performants et périphéries technologiquement asphyxiées

Agir maintenant pour préparer l'avenir

L'Europe investit massivement dans les réseaux électriques, le ferroviaire ou les infrastructures énergétiques pour absorber de nouveaux usages liés à l'électrification ou à la réindustrialisation. Appliquons ce raisonnement aux télécoms : le réseau actuel n'a pas été dimensionné pour les flux massifs de l'IA. C'est un enjeu d'infrastructure critique et de souveraineté, non un simple sujet de "qualité réseau". Cette année, Ericsson célèbre ses 150 ans. Hier, notre défi était de connecter les voix ; aujourd'hui, c'est de connecter les intelligences. La densification de nos réseaux exige des conditions de marché favorables, comme l'a d'ailleurs souligné le rapport Draghi sur la compétitivité européenne. L'histoire nous enseigne que faire évoluer les infrastructures prend du temps : c'est donc aujourd'hui qu'il faut agir. La France a gagné la bataille de la couverture. Elle doit désormais gagner celle de la performance. À l'ère de l'IA, la fracture numérique ne se joue plus seulement sur l'accès au réseau, mais sur sa capacité à accompagner les nouveaux usages. Accepter l'émergence de territoires moins bien connectés reviendrait à accepter une France à deux vitesses. C'est aujourd'hui qu'il faut agir.

(*) Ingénieur de formation, Christian est diplômé de l'École Supérieure d'Électricité (CentraleSupélec) en 1998. Il a passé une grande partie de sa carrière aux États-Unis et en Suède, occupant des postes de direction à la fois techniques et commerciaux qui lui ont permis d'acquérir une solide expertise dans les réseaux, les services managés et les réseaux privés d'entreprises.

Source: **La Tribune.fr**; publié le 28/06/2026

MAURITANIE

Nouakchott et Pékin signent un protocole d'accord pour l'annulation partielle de la dette de la mauritanienne

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya et Son Excellence l'ambassadeur de Chine en Mauritanie, Tang Zhongdong, ont signé ce lundi à Nouakchott, en présence du ministre des Finances, M. Codioro Moussa Nguénore, un protocole d'accord relatif à l'annulation partielle de la dette de la Mauritanie. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre des Affaires économiques a salué le soutien apporté par la République populaire de Chine à la Mauritanie, soulignant que ce protocole s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'engagement pris par Son Excellence le président chinois, M. Xi Jinping, lors de la visite de Son Excellence le président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, en République populaire de Chine en septembre 2024.

Agence

LIBYE

Eni et la NOC redonnent vie à un gisement gazier en déclin

La Libye enchaîne les records de production pétrolière et gazière depuis le début de l'année. Mais cette embellie énergétique ne garantit pas, à elle seule, la stabilité économique du pays.

L'italien Eni et la société publique libyenne du pétrole (NOC) ont annoncé lundi 29 juin, le démarrage réussi de la production d'hydrocarbures à partir du projet Sabratha Compression. Le projet est conçu pour soutenir et augmenter la production de gaz du champ Bahr Essalam, situé à environ 100 kilomètres au large des côtes libyennes. Le champ Bahr Essalam est un gisement gazier mature dont la production décline naturellement en raison de la baisse de pression dans ses réservoirs souterrains. Pour y remédier, Eni et la NOC ont installé sur la plateforme Sabratha un nouvel équipement permettant de comprimer le gaz extrait, afin de continuer à l'extraire même lorsque la pression naturelle du gisement est insuffisante. Ce dispositif qui pèse 1 600 tonnes, peut traiter l'équivalent de 12,5 millions de mètres cubes de gaz par jour. Grâce à ce projet, la production du champ augmentera d'environ 800 millions de mètres cubes de gaz par an, auxquels s'ajoutent des volumes de condensats, des hydrocar-

bures liquides extraits avec le gaz. « Le démarrage réussi du projet Sabratha Compression confirme l'engagement d'Eni et de la NOC à livrer dans les délais des développements offshore complexes, même dans des environnements difficiles », a déclaré Eni dans son communiqué.

Le gaz additionnel produit servira à deux fins. Une partie alimentera le réseau électrique libyen, contribuant ainsi à renforcer la sécurité énergétique du pays. Le reste sera exporté vers l'Italie via le gazoduc Greentream, qui relie la Libye à la Sicile. Cet axe gazier revêt une importance stratégique croissante pour Rome, qui, a renforcé sa coopération énergétique avec Tripoli face aux tensions sur ses approvisionnements en gaz.

Un projet qui s'inscrit dans une dynamique plus large

Sabratha n'est pas le seul chantier gazier en cours en Libye. Eni mène simultanément

deux autres projets dans le pays. Sur le champ pétrolier de Bouri, le groupe italien installe actuellement un module permettant de récupérer le gaz qui était auparavant brûlé à la torche, faute de pouvoir être valorisé.

Parallèlement, le projet Structures A&E avance vers le développement de deux nouveaux champs gaziers offshore. Ces trois projets représentent un investissement combiné d'environ 10 milliards de dollars, selon Eni.

La NOC avance par ailleurs sur ses propres projets d'infrastructure gazière. En mars, la compagnie nationale avait lancé la construction du gazoduc Farigh-Brega, destiné à renforcer le réseau de transport de gaz national. Au-delà du gaz, la Libye progresse aussi en termes d'exploration. En mars dernier, la compagnie italienne Eni a en effet annoncé une découverte de plus de 1000 milliards de pieds cubes de gaz en Libye.

Synthèse R I.

EGYPTE

Le Caire reporte l'entrée en vigueur d'un nouveau système de paiement pour les boulangeries subventionnées

L'Égypte a reporté d'un mois l'entrée en vigueur d'un nouveau mécanisme électronique de règlement entre moulins et boulangeries subventionnées. Initialement prévue pour le 1er juillet, la mise en œuvre de ce dispositif de paiement débutera finalement le 1er août prochain. Le ministère de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur a décidé de reporter d'un mois l'application du système de prélèvement direct, un mécanisme électronique destiné à régler les transactions financières entre les moulins et les boulangeries bénéficiant des subventions publiques, selon un communiqué publié mardi 30 juin par la Division générale

des boulangeries.

La division a voué en revanche de respecter scrupuleusement les normes officielles relatives au pain subventionné. Conformément aux décisions ministérielles en vigueur, chaque galette doit peser 90 grammes et être vendue au prix de 20 piastres. La division a toutefois appelé les boulangeries à respecter strictement les normes officielles du pain subventionné. Selon les décisions ministérielles en vigueur, chaque galette doit peser 90 grammes et être vendue au prix de 20 piastres. « Et ce jusqu'à la mise en œuvre du nouveau système de la subvention monétaire », ajoute le communiqué

Il s'agit de la première annonce indiquant que la subvention du pain sera intégrée au nouveau système de subvention monétaire, un dispositif controversé appelé à remplacer progressivement les subventions sur les produits alimentaires. La subvention du pain « baladi » coûte au gouvernement 116 milliards de livres égyptiennes et 6,5 milliards pour le blé, selon les chiffres du ministère de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur. Les boulangeries achètent à prix réduit la farine auprès des moulins industriels qui, à leur tour, achètent le blé à prix réduit du gouvernement. Ces parties ont grand intérêt à revendre la farine au prix du

marché, ce qui crée un marché noir au détriment de l'argent public. Une réforme en 2013-2014 visait à limiter le détournement des fonds en stipulant que le blé et la farine soient vendus au prix du marché et que les boulangeries reçoivent une allocation à partir du gouvernement pour compenser la différence entre les coûts et le prix de vente. Or, cette réforme n'a pas été réussie, et l'ancien système persiste toujours. Initialement prévue pour le 1er juillet, la mise en œuvre de ce dispositif de paiement, visant à lutter contre ce détournement de fonds, débutera finalement le 1er août prochain.

Le mécanisme de gestion comptable et financière destiné à organiser et à régler les créances entre les moulins et les boulangeries. Cette réforme n'aura aucune incidence sur les citoyens, qui continueront à bénéficier du pain subventionné jusqu'à ce que le gouvernement le remplace par une subvention monétaire directe aux citoyens. Ce délai supplémentaire permettra aux boulangers concernés d'achever les formalités administratives, d'activer leurs comptes bancaires et de régulariser leur situation, « afin de garantir une application optimale du nouveau système », explique le communiqué.

R I.

TUNISIE

Nouvelle obligation pour cafés, restaurants et salons de thé dès le 1er juillet

À partir du mercredi 1er juillet 2026, une nouvelle étape dans la réforme fiscale tunisienne entre en vigueur. Les entreprises actives dans le secteur des services de consommation sur place devront désormais se conformer à l'obligation d'installer un dispositif numérique d'enregistrement des opérations dans leurs établissements. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise en application du décret de la ministre des Finances du 14 octobre 2025, relatif aux critères de classification des établissements fournissant des services de consommation sur place. Elle s'appuie également sur le décret gouvernemental n°1126 de 2019, qui fixe les modalités pratiques d'adoption de ces équipements. L'objectif affiché par le ministère des Finances est clair : renforcer la lutte contre l'évasion fiscale et instaurer davantage

d'équité entre les contribuables. Selon les dispositions officielles, sont concernées par cette définition toutes les entreprises qui vendent, à titre principal ou secondaire, des aliments ou des boissons préparés sur place ou prêts à la consommation, tout en permettant à leurs clients de les consommer dans le local.

Une deuxième phase d'élargissement

Cette nouvelle échéance marque la deuxième phase de déploiement de ce dispositif. La première avait démarré le 1er novembre 2025 et visait déjà les sociétés exploitant les restaurants touristiques classés, les salons de thé ainsi que les cafés de deuxième et troisième catégorie. À compter du 1er juillet 2026, l'obligation sera élargie à l'ensemble des autres

sociétés, personnes morales, opérant dans ce secteur. Les personnes physiques bénéficieront, quant à elles, d'un calendrier plus progressif. Celles soumises au régime réel et tenues de déposer des déclarations fiscales mensuelles devront s'y conformer à partir du 1er juillet 2027. Pour les autres acteurs du secteur, l'échéance est fixée au 1er juillet 2028.

Une plateforme dédiée

Dans une précédente déclaration à l'agence TAP, Sofiane Kharachani, cadre à l'unité des applications informatiques et du système d'information de la Direction générale des impôts, avait indiqué qu'une plateforme numérique dédiée au suivi des opérations de consommation sur place a été développée en interne par le Centre informatique du ministère des

Finances, grâce à des compétences tunisiennes. Il avait précisé que ce chantier a nécessité plus de cinq années de travail afin d'assurer sa fiabilité technologique, sa sécurité et son efficacité opérationnelle. Les professionnels concernés sont appelés à se rapprocher des fournisseurs agréés d'équipements fiscaux pour adapter leurs anciennes machines aux nouvelles normes ou acquérir de nouveaux appareils conformes. Le ministère précise que l'ensemble du processus d'adhésion peut être effectué entièrement à distance. Avec cette généralisation progressive, Tunis accélère ainsi sa transition vers une fiscalité plus numérisée, dans un contexte où la modernisation de l'administration fiscale est devenue un enjeu central pour améliorer le recouvrement des recettes publiques.

Agence

SÉNÉGAL

Dakar vise une croissance de 40 % de sa production de coton en 2026/2027

Petit poucet du bassin cotonnier ouest-africain, le Sénégal peine encore à s'imposer dans la production de la fibre. Engagée depuis quelques années dans une dynamique de relance, la filière bénéficie du soutien du gouvernement qui entend consolider cette orientation en 2026/2027.

Synthèse Rédaction Internationale

Le Sénégal veut porter sa production de coton-graine à 35 000 tonnes en 2026/2027. C'est ce qui ressort de la réunion interministérielle sur le déroulement de la nouvelle campagne de production agricole qui s'est tenue le 30 juin. Cet objectif, s'il se réalise, signifierait une progression de 40 % par rapport à la campagne précédente. Selon les dernières estimations de l'interprofession rapportées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA) en janvier dernier, la récolte de coton-graine au Sénégal en 2025/2026 a été évaluée à 25 643 tonnes. Dans le cadre de cette ambition, le gouvernement a décidé de mobiliser un budget de 3,5 milliards Fcfa (6 millions \$) en collaboration avec la Société de Développement et des Fibres Textiles (SODEFITEX) et les banques locales pour accompagner la filière. Il est prévu que cette enveloppe finance la subvention des intrants et le soutien des prix au

producteur.

Les autorités prévoient également un renforcement de la mécanisation et la modernisation des équipements agricoles qui seront mis à la disposition des agriculteurs pour la réalisation des différentes activités allant de la préparation des terres au traitement phytosanitaire.

Une filière en quête de stabilité

Au Sénégal, la production cotonnière évolue en dents de scie depuis plusieurs années. Si, avec le nouvel objectif fixé pour 2026/2027, Dakar pourrait enchaîner une troisième année de hausse consécutive de sa production cotonnière, il reste encore loin du record de 50 000 tonnes réalisé en 1991, selon les données officielles.

Cette instabilité de l'offre observée dans le secteur peut s'expliquer par la persistance de plusieurs défis structurels. Parmi les principaux obstacles figure la variabilité de la pluviométrie qui affecte le cycle de culture de la

plante. À cela s'ajoute la forte concurrence de l'arachide, plus rémunératrice certaines années, qui incite les producteurs à réorienter leurs investissements au détriment du coton. L'enjeu de maîtriser ces facteurs est d'autant plus stratégique que le gouvernement s'est fixé pour objectif de faire passer la récolte de coton-graine au Sénégal à 100 000 tonnes par an d'ici 2030. S'exprimant en mai dernier sur le sujet, Papa Fata Ndiaye, directeur général de la SODEFITEX, estimait que des efforts supplémentaires doivent être effectués dans l'amélioration des rendements de culture dans ce cadre. « Nous tournons autour d'une tonne de coton par hectare, contre 4 à 5 tonnes au Brésil et plus de 10 tonnes en Australie », déplorait le responsable dans des propos relayés par le média local Senplus. Avec un rendement moyen estimé à 1,25 tonne par hectare en 2025/2026 d'après le PR-PICA, le Sénégal affiche la meilleure productivité cotonnière au sein de l'UEMOA, après le Bénin (1,26 tonne).

ÉLECTRIFICATION RURALE

Le Mozambique lance un projet solaire de sept ans pour 225 000 personnes

Alors que le déficit d'accès à l'électricité demeure principalement concentré dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, le Mozambique mise sur un nouveau projet solaire pour conjuguer électrification, création de revenus locaux et résilience climatique.

Le Mozambique a annoncé, vendredi 26 juin, le lancement d'un projet d'électrification rurale de sept ans basé sur le déploiement de mini-réseaux solaires. Selon le communiqué publié, l'initiative vise à étendre l'accès à l'énergie propre dans les zones rurales et à renforcer la résilience des communautés exposées aux chocs climatiques. Le dispositif est financé par le Green Climate Fund (GCF) et sera mis en œuvre par l'agence belge de coopération internationale (Enabel), le Fonds national de l'énergie du Mozambique (FU-

NAE) et Sustainable Energy for All (SEforALL). Il devrait bénéficier à 225 000 personnes, dont 52 % sont des femmes, et permettre d'éviter l'émission de 399 131 tonnes d'équivalent CO₂ sur sa durée de vie. Le montant du financement n'a pas été précisé.

Faire de l'électricité un levier de développement rural

Au-delà de l'accès à l'électricité, le programme prévoit le déploiement de 300 à 400 solutions liées aux usages productifs de l'énergie renouvelable. Ces équipements doivent soutenir les activités agricoles, l'accès à l'eau, la santé, l'éducation et la diversification des revenus dans les communautés bénéficiaires.

« Ce qui rend ce projet passionnant, c'est qu'il

considère la demande énergétique rurale comme un marché à développer, et qu'il invite le secteur privé à le construire avec nous. C'est dans l'utilisation productive de l'énergie que l'accès à celle-ci se transforme en revenus », a déclaré Adriaan Tas, directeur national d'Enabel au Mozambique. Cette annonce intervient dans un contexte où l'électrification rurale reste un défi majeur en Afrique subsaharienne. Selon le rapport « Tracking SDG7: The Energy Progress Report 2026 », 447 millions des 563 millions de personnes privées d'électricité dans la région vivaient en milieu rural en 2024, soit près de 80 % du déficit régional. Pour le Mozambique, où plus de 60 % de la population vit en zone rurale, l'enjeu est encore plus important.

R.I.

ÉLECTRIFICATION RURALE

WeLight lève 27 millions d'euros pour conquérir le Nigeria et la RDC

Alors que le déficit d'accès à l'électricité demeure particulièrement marqué dans les zones rurales africaines, WeLight entend accélérer le déploiement de ses solutions solaires en Afrique subsaharienne grâce au soutien d'un nouvel investisseur. WeLight, spécialiste de l'électrification rurale par mini-réseaux solaires en Afrique subsaharienne, a annoncé l'entrée de la Société financière internationale (SFI) à son capital dans le cadre d'une levée de fonds de 27 millions d'euros. Cette opération devrait permettre à l'entreprise d'accélérer son expansion et de franchir une nouvelle étape dans le déploiement de ses activités, selon le communiqué publié mercredi 24 juin. La société n'a toutefois pas précisé

la part du capital détenu par l'institution financière internationale.

Vers une plateforme panafricaine d'électrification rurale

La SFI intègre le tour de table de WeLight aux côtés d'AXIAN, Sagemcom et Norfund. Les fonds levés serviront notamment à accompagner l'extension géographique du groupe au Nigeria et en RDC, tout en renforçant ses activités sur ses marchés existants, notamment à Madagascar et au Mali. WeLight indique en effet avoir déjà déployé près de 190 mini-réseaux, fournissant de l'électricité à plus de 800 000 personnes au quotidien. Son modèle combine énergie solaire, stockage par batteries et distri-

bution électrique dans des zones rurales éloignées des réseaux nationaux. « L'arrivée de la SFI marque une étape majeure pour WeLight. Cet investissement nous permet de mettre en place une plateforme panafricaine couvrant les principaux marchés de l'électrification rurale et de rassembler des partenaires de référence pour soutenir notre déploiement à grande échelle », a déclaré Romain de Villeneuve, directeur général de WeLight.

Le défi de la massification

En s'implantant au Nigeria et en RDC, WeLight se positionne sur deux des principaux marchés africains de l'accès à l'électricité. Selon le rapport « Tracking SDG 7 : The Energy

Progress Report 2026 », le monde comptait encore 655 millions de personnes sans électricité en 2024, dont 563 millions en Afrique subsaharienne. Le Nigeria en concentrait 87 millions, contre 85 millions pour la RDC. L'entreprise cible en particulier l'électrification des zones rurales, l'un des segments les plus difficiles du continent. D'après la même édition du rapport, 451 millions de personnes y vivaient encore sans électricité en 2024, un niveau supérieur à celui de 2010. La capacité de WeLight à déployer plus de 1 000 mini-réseaux d'ici 2030 dira si ce modèle peut passer d'une réponse locale à une solution d'électrification rurale à grande échelle.

Agence

NAMIBIE

La Chine cible Opuwo, « le plus important gisement de cobalt hors de la RDC »

Le cobalt est un métal gris argenté, généralement produit comme sous-produit de l'extraction du cuivre ou du nickel. Essentiel notamment aux batteries lithium-ion et aux superalliages, il est principalement extrait en RDC, tandis que la Chine domine son raffinage à l'échelle mondiale. En Namibie, la junior minière australienne Celsius Resources a annoncé, mardi 30 juin, la signature d'un accord contraignant portant sur la cession de son projet de cuivre-cobalt Opuwo à Chinalco Mining Corporation Limited. Évaluée à 15 millions USD, l'opération permettra, si elle est finalisée, au groupe chinois de prendre le contrôle d'un actif que Celsius présente comme « le plus important gisement de cobalt hors de la RDC ».

Dans le cadre de cette transaction, Celsius prévoit de céder les 95 % qu'elle détient dans le projet par l'intermédiaire de sa filiale Opuwo Cobalt Pty Ltd. La finalisation est attendue d'ici le 29 décembre, sous réserve de plusieurs conditions suspensives, notamment l'approbation des actionnaires de la société. L'opération reste également conditionnée au renouvellement du permis de prospection exclusive et de l'autorisation environnementale du projet, ainsi qu'aux validations de la Commission namibienne de la concurrence, de la Banque de Namibie et du ministère du Commerce.

L'opération donnera à Chinalco, filiale du groupe public chinois Aluminum Corporation of China, accès à un projet d'exploration renfermant déjà des ressources minérales estimées à 259 000 tonnes de cobalt contenu, auxquelles s'ajoutent 970 000 tonnes de cuivre ainsi que des ressources en zinc. Si ce potentiel semble avoir convaincu le futur acquéreur, Celsius qui entend recentrer son portefeuille sur ses projets aurifères et cuprifères aux Philippines, ne précise pas les éléments sur lesquels elle fonde son affirmation selon laquelle Opuwo constitue le plus important gisement de cobalt hors de la RDC, premier producteur mondial de ce métal. Son site internet estime par ailleurs que le projet pourrait devenir un important fournisseur de cobalt pour le marché des batteries.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses asiatiques sans détermination

Les Bourses asiatiques hésitent hier en dépit d'une robuste séance à Wall Street, tandis que le yen continue de s'enfoncer à ses plus bas niveaux en 40 ans, alimentant les spéculations sur une possible intervention de Tokyo pour soutenir sa devise.

La monnaie japonaise cédait 0,05% à 162,63 yens pour un dollar vers 01H45 GMT, après avoir glissé dans les premiers échanges asiatiques à 162,77 yens, son plus bas niveau face au billet vert depuis 1986. Le yen a perdu environ 12% en un an: la monnaie a pâti de l'envolée des cours du pétrole, qui alourdissent la facture des importations énergétiques japonaises, mais surtout de l'écart entre taux d'intérêt japonais et américains. La Banque du Japon (BoJ) a certes relevé en juin son taux directeur à 1%, mais l'institution reste prudente sur la poursuite de son resserrement monétaire, tandis qu'à l'inverse, les investisseurs anticipent de façon grandissante des relèvements de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Dans ce contexte, les interrogations sur une nouvelle intervention des autorités japonaises sur le marché des changes pour soutenir le yen s'intensifient. Tokyo, qui avait déjà dépensé environ 11.700 milliards de yens (63 milliards d'euros) en mai pour soutenir sa monnaie, avec un impact très éphémère,



s'est dit prêt mardi "à prendre les mesures appropriées si nécessaire". Les Bourses asiatiques connaissent mercredi des fortunes contrastées. Vers 01H50 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei gagnait 0,67% à

70.532 points et l'indice élargi Topix grimpeait de 0,35% à 4.008 points. De même, la Bourse de Taipei bondissait de 1,69%, toujours propulsée par le géant taiwanais des puces TSMC (+3,11%). A l'inverse, à Séoul, l'indice Kospi abandonnait 2,36%, miné par des prises de bénéfices et une pause du marché après les formidables envolées des valeurs technologiques ces dernières semaines. Vers 01H50 GMT, le cours du baril de WTI nord-américain gagnait 0,49% à 69,84 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, progressait de 0,32% à 73,18 dollars. De son côté, l'or cédait 0,78% à 3.977 dollars l'once. Le métal précieux reste pénalisé par les anticipations de hausses de taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui soutiennent le dollar et les rendements obligataires.

APS

WALL STREET

Le Nasdaq conclut son meilleur trimestre depuis 2020, à +21%

L'indice new-yorkais Nasdaq, qui rassemble les valeurs technologiques les plus importantes du marché boursier, a clôturé mardi son meilleur trimestre depuis 2020, grâce à un engouement toujours vif pour les valeurs associées à l'intelligence artificielle (IA). D'avril à juin, le Nasdaq a gagné plus de 21%, une progression qui n'avait plus été vue depuis la reprise historique du printemps 2020, juste après le krach dû à la pandémie de Covid-19. Dans son sillage, le S&P 500 (+14,87%) et le Dow Jones (+12,90%) ont aussi connu d'importantes progressions, malgré les incertitudes liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Mardi, le Dow Jones a pris 0,26%, s'ouvrant un deuxième record d'affilée, le Nasdaq a avancé de 1,52% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,79%. Les cours du pétrole ont d'ailleurs continué à baisser mardi, s'affichant seule-

ment quelques dollars au-dessus des niveaux auxquels ils évoluaient en début d'année. Avant d'aborder la saison des résultats d'entreprises, le marché doit d'abord accueillir une vague de données sur l'emploi américain, qui pourront constituer de nouveaux indices sur la trajectoire monétaire poursuivie par la banque centrale des Etats-Unis (Fed). Le rapport JOLTS sur les offres d'emploi pour le mois de mai, publié mardi, est ressorti au-dessus des attentes. Mais l'indicateur le plus suivi sera le rapport officiel sur l'emploi, publié jeudi avant l'ouverture à Wall Street. Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à échéance dix ans se tendait, à 4,46% vers 20H45 GMT, contre 4,37% lundi en clôture.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Juillet 2026
Valeur : 03 Juillet 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.2303	133.2453
1	EUR EURO	151.7493	151.7797
1	GBP POUND STERLING	176.4172	176.5306
100	JPY JAPANESE YEN	81.8972	81.9114
1	CNY CHINESE YUAN	19.6103	19.6151
1	CHF SWISS FRANC	164.5225	164.5613
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.6988	93.7291
1	DKK DANISH KRONE	20.3216	20.3270
1	SEK SWEDISH KRONA	13.6811	13.6850
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.4043	13.4089
1	AED UAE DIRHAM	36.2749	36.2809
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4581	35.4659
1	KWD KUWAITI DINAR	432.5659	432.7551
1	TND TUNISIAN DINAR	44.7356	45.1852
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.1796	14.1812
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7237	20.8300
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3258	3.3361
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.6804	180.6804

BOURSE ZURICH

Un SMI malmené avant la Fed et la BCE

La Bourse suisse a passé sa matinée de mercredi dans le rouge, à l'instar de sa clôture négative la veille et malgré des espoirs positifs pré-boursiers. Au menu du jour des investisseurs: les PMIs manufacturiers en Chine et aux Etats-Unis, l'inflation en zone euro et le discours du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Kevin Warsh. Les places européennes ont évolué sans réelle tendance, Paris cédant 0,12%, Londres 0,20%, et Francfort gagnant 0,19%. La prudence est de mise chez les investisseurs "avant les interventions de plusieurs banquiers centraux, dont la Fed et la BCE", selon John Plassard, as-

socié chez Cité Gestion. Dans ce contexte, "l'attention se tourne vers le rapport sur l'emploi américain de jeudi, qui pourrait constituer le prochain catalyseur majeur pour les marchés financiers", ajoute-t-il. Côté hydrocarbures, le Brent glissait dans le rouge en perdant 0,80% à 7,38 dollars le baril (USD/bbl) et son homologue texan WTI 0,83% à 68,84 USD/bbl. Syndicats et employeurs du secteur maritime continueront de considérer au moins jusqu'au 9 juillet le détroit d'Ormuz comme une zone de guerre, malgré une trêve fragile entre les Etats-Unis et l'Iran, selon un communiqué conjoint publié mercredi.

Vague de données

En Suisse, le commerce de détail a engrangé davantage de revenus en mai sur un an. Les stations-service ont largement contribué à cette croissance, leurs recettes ayant fortement augmenté grâce à la hausse des prix du pétrole. Le secteur tertiaire a vu ses revenus progresser de 10,8% en avril, indiquait l'Office fédéral de la statistique (OFS). Après l'amélioration du mois de mai, le moral des industriels suisses s'est dégradé en juin. Les prix d'achat comme les délais de livraison ont continué

d'augmenter, mais leur dynamique s'est essouffée, selon l'enquête périodique d'UBS. L'indice des directeurs d'achats (PMI) des petites et moyennes entreprises (PME) helvétiques industrielles a légèrement progressé en juin, passant de 48,4 à 49,4 points, selon Raiffeisen. Il reste toutefois sous le seuil de croissance, fixé à 50 points. A 10h40, le Swiss Market Index (SMI) reculait de 0,05% à 14'186,10 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,18% à 2270,13 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,12% à 19'990,96 points. La majorité des trente valeurs vedettes glissaient. En tête de classement,

Lonza prenait 2,1%. Le sous-traitant pharmaceutique bâlois a annoncé l'élargissement de sa collaboration stratégique avec une entreprise biopharmaceutique américaine. Pour les poids lourds, le bon Roche gagnait 0,5%, UBS 0,1%, tandis que Novartis perdait 0,1% avec Nestlé (-0,2%). La lanterne rouge provisoire revenait à Galderma (-5,8%). Le spécialiste des traitements dermatologiques a annoncé avoir reçu une lettre de l'autorité de surveillance américaine concernant sa demande d'autorisation pour Relfydess. La FDA y a publié une liste de lacunes.

Agence

AVEC 34.600 NOUVEAUX MILLIONNAIRES

La France est le pays de l'UE où leur nombre progresse le plus

Selon le rapport 2026 d'UBS, la France a gagné plus de 34.600 nouveaux millionnaires en un an et compte désormais 2,39 millions de millionnaires, ce qui la place parmi les pays les plus riches d'Europe, même si la croissance reste plus modérée que dans certains pays d'Europe de l'Est. Le rapport souligne également que la richesse y est moins concentrée qu'aux États-Unis ou en Allemagne, comme en témoigne un patrimoine médian plus élevé malgré un patrimoine moyen inférieur.

Le club des millionnaires continue de s'élargir à travers le monde. Selon le dernier rapport mondial sur la richesse d'UBS, près d'un million de nouveaux millionnaires en dollars ont émergé en 2025, soit plus de 2.680 par jour. Si les États-Unis concentrent à eux seuls près de la moitié de cette progression, la France se distingue en Europe continentale.

Avec 34.604 nouveaux millionnaires en dollars recensés en un an, la France affiche la plus forte progression en valeur absolue parmi les pays de l'Union euro-

péenne. Seul le Royaume-Uni fait mieux sur le continent avec 43.139 nouveaux millionnaires, tandis que l'Espagne (32.707), l'Italie (28.596) et l'Allemagne (24.263) suivent à distance.

En revanche, rapportée à la taille de leur population de millionnaires, la progression française apparaît plus modérée. L'Hexagone enregistre une hausse de 1,5% en 2025, loin derrière plusieurs pays d'Europe de l'Est qui dominent le classement en termes de croissance relative. La Lituanie arrive en tête avec une hausse de 8%, devant la Turquie

(+6,4%), la Lettonie (+5,7%) et la Hongrie (+5,3%).

Au total, la France compte désormais 2,388 millions de millionnaires en dollars, ce qui en fait le sixième pays au monde pour le nombre de personnes disposant d'un patrimoine supérieur à un million de dollars. Elle se classe derrière les États-Unis (23,6 millions), la Chine (5,3 millions), le Japon (2,9 millions), l'Allemagne (2,65 millions) et le Royaume-Uni (2,43 millions).

Agence

JAPON

Plus de 2 500 produits concernés par une augmentation des prix à partir de juillet au Japon

Selon une enquête publiée le 30 juin par l'institut de recherche Teikoku Databank, 2 566 produits alimentaires et boissons commercialisés par 195 grands fabricants voient leur prix augmenter en juillet.

La hausse des prix du pétrole et du naphtha, provoquée par les tensions au Moyen-Orient, a entraîné une augmentation du coût des matières premières et

des matériaux d'emballage. Les hausses concernent principalement les aliments transformés, notamment les nouilles instantanées, ainsi que le pain. Le nombre de produits concernés progresse de 21,9% par rapport à juillet de l'année précédente. Il s'agit de la première hausse en glissement annuel depuis sept mois.

Par catégorie, les aliments transformés arrivent en tête

avec 1 084 produits, suivis du pain avec 1 078 produits. Tôyô Suisan augmentera de 4 à 11% le prix de vente conseillé de plusieurs nouilles instantanées en gobelet, dont les Akai Kit-sune Udon (format standard). De son côté, Yamazaki Baking relèvera en moyenne de 6,6% le prix de livraison de certains pains de mie, dont le Royal Bread.

Depuis le début de l'année

2026, le nombre cumulé de produits dont une hausse de prix est déjà annoncée jusqu'en novembre atteint 14 902, franchissant ainsi le seuil des 10 000 produits pour la cinquième année consécutive. Selon Teikoku Databank, la vague de hausses devrait culminer d'ici octobre et le total annuel pourrait dépasser les 20 000 produits.

R. I.

FORTE REPRISE DU PIB

Le Canada n'est pas en récession, selon des économistes

L'économie canadienne a renoué avec la croissance en ce début de deuxième trimestre, après avoir connu une légère contraction au cours des trois premiers mois de 2026.

Statistique Canada a indiqué mardi que le produit intérieur brut (PIB) réel avait progressé de 0,5% en avril, soit le taux de croissance le plus élevé de l'économie depuis juillet 2025.

Ce résultat a dépassé l'estimation préliminaire de Statistique Canada, qui tablait sur une croissance de 0,4% pour le mois.

L'extraction de pétrole et de gaz a connu une forte hausse en avril, soutenue par une augmentation de la production de pétrole brut synthétique, qui a rebondi après que des travaux de maintenance imprévus eurent freiné la croissance en début d'année, a précisé l'agence fédérale.

Mais la croissance a également été généralisée dans l'ensemble des secteurs en avril.

Les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, ainsi que des transports et de l'entreposage ont tous affiché des hausses, tout comme le secteur public.

Le secteur manufacturier, la construction, le transport et l'entreposage ont tous connu une hausse de leurs activités en avril.

La hausse de 0,7% enregistrée dans le secteur de la construction a constitué la première progression de ce secteur en cinq mois.

Statistique Canada a indiqué que les agences immobilières et les bureaux de courtiers avaient connu une activité plus soutenue en avril, marquant la première croissance de ce sous-secteur depuis août 2025, grâce à l'augmentation des ventes de logements dans la région du Grand Toronto.

Selon les premières estimations de l'agence, la croissance devrait se modérer, mais se poursuivre, avec une hausse de 0,1% en mai grâce à la progression des secteurs de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et de la location.

Pas de récession

Une contraction économique en mars a fait basculer le PIB réel par dépenses en territoire à peine négatif pour le premier trimestre de l'année.

Cela a suscité des rumeurs de récession après deux contractions trimestrielles consécutives, bien que la plupart des économistes aient estimé qu'il était prématuré d'utiliser ce terme.

Plusieurs économistes s'exprimant mardi matin ont mentionné que les données d'avril confirmaient que le Canada n'était pas en récession.

Doug Porter, économiste en chef de BMO, a souligné que les prédictions de récession fondées sur les deux trimestres précédents constituaient une fausse alerte.

Le caractère généralisé de la reprise est également encourageant, mais M. Porter n'a pas pour autant avancé que la reprise battait son plein.

Le rebond d'avril constitue clairement une correction après la longue accalmie hivernale et a peu de chances de perdurer, a-t-il indiqué dans une note adressée à ses clients.

Les gains plus modestes enregistrés en mai rappellent également que l'économie continue de croître en deçà de son potentiel.

Le rebond du PIB en avril montre que l'économie continue d'avancer, même si la croissance reste atone et n'est pas particulièrement forte, a expliqué Andrew DiCapua, économiste principal à la Chambre de commerce du Canada, dans un communiqué.

Les carburants fossiles

Un autre communiqué publié mardi par l'agence fédérale, détaillant les statistiques énergétiques de l'économie, a révélé que les exportations de produits pétroliers raffinés avaient bondi de 69,7% en glissement annuel, la guerre en Iran

ACCORD COMMERCIAL - ÉTATS-UNIS

La plupart des droits de douane contre les produits américains vont être supprimés

Cet accord prévoit une suppression de la plupart des droits de douane sur les produits agricoles et industriels américains. En contrepartie, les surtaxes imposées par Donald Trump sur les importations européennes sont plafonnées à 15%.

L'Union européenne supprimera à compter de mercredi ses droits de douane sur les produits américains, comme elle s'y était engagée dans l'accord commercial négocié l'an dernier avec Washington.

La législation mettant en oeuvre cette promesse a été publiée mardi au Journal officiel de l'Union européenne, avec une entrée en vigueur prévue le lendemain. "Promesse tenue", a déclaré le porte-parole de l'UE en matière commerciale, Olof Gill, lors d'une conférence de presse, saluant "une bonne nouvelle pour les relations transatlantiques". Dans la pratique, les droits de douane appliqués dans l'UE sur la plupart des produits industriels et agricoles en provenance des États-Unis seront supprimés à compter de mercredi. Il s'agit du principal engagement pris l'été dernier par les Européens à Turnberry, en Écosse, en échange du plafonnement à 15% des taxes imposées l'an dernier par le président américain sur les importations européennes.

Jugeant le processus de ratification de l'UE trop long, Donald Trump avait donné aux Européens jusqu'au 4 juillet, jour des célébrations des 250 ans des États-Unis, pour tenir cette promesse. Dans un compromis négocié en mai avec les États membres, les eurodéputés ont obtenu l'ajout d'une clause de caducité (ou "sunset clause"), qui prévoit l'expiration automatique de l'accord commercial fin 2029, après la fin du mandat de Donald Trump, à moins qu'une prolongation ne soit votée d'ici là.

R. I.

R. I.

APPLE WATCH

Attention, les bracelets actuels pourraient bientôt poser problème

Que diriez-vous si votre collection de bracelets Apple Watch devenait soudainement obsolète ? Une refonte majeure évoquée pour 2027 pourrait remettre en question la compatibilité des bracelets actuels.



Depuis plusieurs mois, les indiscretions se concentrent surtout sur les futurs iPhone, en particulier les iPhone 18 Pro et le modèle pliable désormais évoqué sous le nom d'iPhone Ultra. L'Apple Watch, elle, se fait beaucoup plus discrète. Quelques éléments circulent bien autour de l'Apple Watch Ultra 4, attendue cet automne avec un possible nouveau design et des changements du côté des capteurs. En revanche, la future Apple Watch Series 12 reste encore entourée d'un épais brouillard.

Apple Watch : le système de bracelets pourrait bientôt changer

Sur la plateforme chinoise Weibo, le leaker Instant Digital a récemment affirmé que l'Apple Watch prévue pour 2027 profiterait d'une « refonte majeure ». Le leaker ne donne pas de fiche technique détaillée, mais rattache cette information à d'anciennes rumeurs autour d'un modèle longtemps sur-

nommé Apple Watch X. Pour ceux qui l'ignorent, ce projet était présenté, il y a plusieurs années, comme une évolution marquante du design de la montre connectée d'Apple.

Le point le plus sensible ne concernerait pas seulement l'apparence du boîtier. Les précédentes rumeurs autour de cette Apple Watch X évoquaient aussi une modification du système d'attache des bracelets. Or, ce détail compte beaucoup pour les possesseurs de la montre. Depuis des années, Apple a bâti un écosystème d'accessoires très large autour de ses bracelets, avec une compatibilité devenue presque un réflexe pour les utilisateurs qui changent de modèle.

La fuite suggère donc que la génération 2027 pourrait reprendre cette piste. Si le système de fixation venait à évoluer, les bracelets déjà achetés pourraient ne plus fonctionner avec le nouveau boîtier. Instant Digital va d'ailleurs jusqu'à recommander aux personnes qui envisagent d'acheter une nouvelle montre

l'an prochain de ne plus investir dans des bracelets supplémentaires d'ici là.

Apple Watch Series 12 : un modèle de transition avant la refonte de 2027 ?

À l'heure actuelle, les informations quant à l'Apple Watch Series 12 restent cela dit assez peu nombreuses. Instant Digital ne précise pas quels éléments du design seraient modifiés, ni si cette refonte concernerait le format du boîtier, l'épaisseur, l'écran ou seulement le mécanisme d'attache. Le lien établi avec l'ancienne rumeur de l'Apple Watch X laisse surtout penser que le système de bracelets pourrait faire partie des changements les plus visibles pour les utilisateurs.

Les bracelets comptent parmi les accessoires que l'on garde généralement le plus longtemps avec une Apple Watch, ces derniers étant souvent réutilisés d'un modèle à l'autre. Si la firme de Cupertino changeait son système, cela pourrait alors bousculer les habitudes, notamment auprès de ceux qui en ont déjà accumulé plusieurs au fil des générations.

Cette échéance de 2027 fait aussi écho à une autre rumeur récente autour d'un écran OLED plus économe en énergie. Il convient toutefois de rappeler que cette refonte repose uniquement sur une fuite et doit donc être accueillie avec une certaine prudence. Elle laisse cependant imaginer que la prochaine grande évolution de l'Apple Watch pourrait se dessiner en 2027, possiblement dans le sillage de l'iPhone des 20 ans.

DISQUES INCLUS POUR 300€ Xiaomi veut bousculer le stockage réseau avec son premier NAS



Xiaomi s'apprête à lancer en Chine son premier NAS grand public. Baptisé Smart Storage, ce boîtier serait conçu pour simplifier le stockage réseau domestique et s'intégrer à l'écosystème maison de la marque.

Le géant chinois veut désormais une place dans votre salon, mais aussi dans les sauvegardes de votre foyer. Après les smartphones, les téléviseurs, les objets connectés et même les voitures électriques, la célèbre marque chinoise prépare son premier NAS grand public, un boîtier de stockage réseau pensé pour héberger photos, vidéos, documents et sauvegardes à domicile.

Le Xiaomi Smart Storage doit être lancé en financement participatif en Chine à partir du 1er juillet, avec la volonté de rendre les NAS moins intimidants, plus abordables et, surtout, mieux intégrés à l'univers logiciel de la marque.

Un NAS taillé pour le grand public

Selon les bien informés NotebookCheck et NAS Compares, le Smart Storage serait proposé en versions 4, 8 et 16 To, avec deux disques préinstallés. Le ticket d'entrée annoncé en Chine tournerait autour de 2 299 yuans, soit environ 300 euros, pour la version 4 To.

On ne serait donc pas face à un NAS nu destiné aux bidouilleurs, mais plutôt à un petit cloud domestique clé en main. Côté technique, un prototype spotted sur le Net embarquerait une puce ARM Realtek RTD1619B (un quadruple cœur à 1,7 GHz), 2 Go de mémoire vive et 8 Go d'espace de stockage interne pour le système. Le boîtier devrait aussi proposer une prise réseau Ethernet à 1 ou 2,5 Gbits/s selon les sources, de l'USB 3.0 ainsi qu'une sortie HDMI.

Le vrai enjeu serait toutefois sur la partie logiciel. Sauvegarde automatique des smartphones, albums photos enrichis par l'IA, accès à distance, partage familial et intégration à HyperOS (le système d'exploitation maison des smartphones de la marque), c'est là que Xiaomi pourrait faire la différence, et rendre les NAS plus accessibles au grand public.

Après Ugreen, un autre acteur chinois débarque sur ce marché

L'arrivée de Xiaomi n'est pas anodine. Après Ugreen et sa gamme NASync, un autre acteur chinois vient marcher sur les plates-bandes de Synology et QNAP, les deux fabricants taiwanais qui dominent depuis des années le NAS grand public et semi-professionnel. Le prix et l'écosystème peuvent certes attirer, mais la bataille se jouera aussi sur la maturité de l'OS, la sécurité, les mises à jour et l'éventuelle disponibilité hors de Chine.

Car sur ce marché, vendre juste du stockage ne suffit pas. Il va falloir surtout convaincre les utilisateurs de confier leurs souvenirs, leurs documents personnels (et professionnels) et parfois toute leur vie numérique à un boîtier qui devra tourner sans histoire pendant des années. C'est précisément ce que Synology et QNAP ont mis longtemps à construire : la confiance. Après, un fabricant de téléphone a forcément aussi toute notre confiance...

Brèves

Proton muscle son assistant IA Lumo

Plus importante mise à jour de son assistant IA depuis un an, Lumo 2.0 combine des modèles de dernière génération et une architecture zéro accès axée sur la vie privée. Lumo 2.0 Max affiche un score 240% supérieur à Lumo 1.4 sur l'Artificial Analysis Intelligence Index, tandis que la version Lite progresse de 127%. Cette release introduit le raisonnement avancé, la reconnaissance et la génération d'images, une recherche web temps réel mieux citée, une mémoire contrôlée par l'utilisateur et des assistants IA personnalisables. Déployé sur l'infrastructure européenne de Proton, Lumo 2.0 ne journalise pas les requêtes et n'entraîne pas ses modèles sur les données des utilisateurs. Proposé aussi aux entreprises

via Lumo for Business, l'assistant vise à offrir des gains de productivité tout en conservant les données sensibles sur une infrastructure européenne indépendante, protégée par un chiffrement zéro accès et des outils d'administration dédiés.

Java : Oracle coupe le support pour les Mac Intel

À partir de JDK 27, attendu en septembre 2026, Oracle cessera de maintenir Java Development Kit (JDK) pour MacOS/x64, mettant fin au support officiel de JRE (Java Runtime Environment), et donc de la JVM (Java Virtual Machine) sur les Mac Intel. Cette décision découle de la transition d'Apple vers ses puces Silicon (Arm) et de l'absence d'engagement de long terme pour maintenir une

base Intel en voie d'extinction. Les développeurs utilisant encore des Mac Intel devront rester sur les versions actuelles de Java, migrer vers des distributions tierces ou basculer vers des Mac Silicon pour bénéficier des mises à jour futures du JDK. Cette annonce s'inscrit dans un mouvement plus large : MacOS 26 devrait être la dernière grande version compatible Intel, avant un MacOS 27 exclusivement réservé aux Mac Apple Silicon.

Avec Memora, Microsoft donne plus de mémoire aux agents IA

Les laboratoires de recherche de Microsoft ont développé Memora, un système de mémoire conçu pour offrir un historique à long terme plus

évolutif et fiable que les approches existantes. Normalement les agents IA sont censés conserver le contexte sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois, plutôt que sur des sessions de conversation individuelles. Mais la mémoire peut se fragmenter, entraînant la duplication d'informations et un ralentissement de la mémorisation à mesure que les connaissances s'enrichissent. Memora s'attaque à ce problème en dissociant ce que l'IA retient de la manière dont elle recherche ces informations. Concrètement, chaque entrée de mémoire comprend deux composantes. La première est une abstraction primaire, une courte phrase (6 à 8 mots) qui résume l'essence de la mémoire. La seconde est une valeur de mémoire, qui renferme le contenu riche.

EN ATTENDANT LE NOUVEAU V16

Bugatti nous refait le coup de l'or blanc sur la Mistral

Bugatti nous refait le coup de l'or blanc. La marque française s'est associée à la manufacture allemande KPM pour produire une Mistral très originale, avec des détails assez fous sur le plan du défi technique : incorporer de la porcelaine à l'extérieur et à l'intérieur de cette Mistral "Blanc Éternel".

La production du moteur W16 chez Bugatti approche de son terme, clôturant une période de développement technique initiée par la Veyron en 2005 et poursuivie par la Chiron. Et à Molsheim, on ne chôme pas puisque se prépare toujours le déploiement de son nouveau modèle, la Tourbillon, qui intègre une motorisation hybride. Un modèle largement mis en avant sur les réseaux sociaux du patron Matej Rimac. Et comme en a désormais l'habitude Bugatti, la fin de vie est l'occasion de multiplier les modèles spéciaux et uniques... quitte à s'y perdre (la Veyron avait eu droit à d'innombrables déclinaisons). Le département Bugatti Sur Mesure assure justement la personnalisation des dernières unités de la W16 Mistral. La version 'Blanc Éternel' a été développée en collaboration avec la Königliche Porzellan-Manufaktur Berlin (KPM). Ce projet est une relecture du modèle 'L'Or Blanc' de 2011 (souvenez-vous, c'était déjà sur la Veyron !), en adaptant le processus de conception aux outils numériques de production actuels.

Le numérique a aidé Bugatti

Contrairement à la Veyron 'L'Or Blanc' de 2011, dont les lignes esthétiques étaient appliquées manuellement pour souligner les volumes, la Mistral 'Blanc Éternel' fait appel au numérique. Bugatti affirme avoir fait appel au maillage des NURBS (Non-Uniform Rational B-Splines), qui forment la structure géométrique de la Mistral dans l'environnement informatique. Les lignes noires apposées sur la carrosserie blanche correspondent directement à la disposition de ces éléments numériques. L'objectif est de rendre visible la géométrie ayant servi à la modélisation de la carrosserie. Cette transition numérique permettrait une gestion des surfaces et des volumes avec une précision mathéma-



tique accrue. La précision des NURBS assure la continuité des surfaces, et le marquage noir permet de visualiser ces jonctions sur le modèle fini.

De la porcelaine pour la Bugatti Mistral

Bien que la conception soit numérique, la transposition du design sur le véhicule nécessite évidemment des interventions manuelles. On ne vend pas une Bugatti où l'Homme n'a rien fait ! La carrosserie re-

çoit d'abord une finition en blanc pur avant d'être préparée et masquée pour l'application des lignes noires. Chaque tracé est positionné manuellement à l'aide de bandes adhésives pour délimiter les zones à peindre. Cette étape exige une précision rigoureuse pour suivre les courbes de la carrosserie, notamment au niveau de la calandre, des prises d'air latérales et des feux arrière. La collaboration avec KPM Berlin implique l'intégration d'éléments en porce-

laine sur la carrosserie, incluant l'emblème EB et des inserts sur le couvre-moteur. L'usage de ce matériau pose une contrainte technique spécifique liée au processus de cuisson : la porcelaine subit un retrait dimensionnel d'environ 17 % lors de sa solidification au four. Ce taux de retrait doit être anticipé dès la phase de modélisation pour garantir que les pièces finales s'ajustent aux emplacements prévus sur la carrosserie. Pas si simple, donc. À l'intérieur, le design extérieur est reproduit sur le cuir. La porcelaine est utilisée pour des composants fonctionnels : sélecteur de vitesse, boutons de lève-vitres et inserts de console centrale. L'utilisation de ce matériau dans l'habitacle est une extension de son application extérieure, nécessitant des tests de résistance aux vibrations et aux contraintes thermiques propres à une utilisation automobile.

Bugatti et KPM, une histoire d'amour ?

La collaboration entre Bugatti et KPM Berlin s'inscrit dans la continuité de relations entre constructeurs automobiles et maisons d'artisanat d'art. Le choix de la porcelaine comme matériau fonctionnel dans un véhicule de haute performance est significatif. Historiquement, la porcelaine est utilisée pour ses propriétés isolantes et sa stabilité chimique, bien que sa fragilité mécanique limite traditionnellement son usage dans des environnements dynamiques. Pour ce projet, les ingénieurs ont dû adapter les tolérances de montage pour accommoder les propriétés thermiques et mécaniques de la porcelaine. Le prix ? Non communiqué, évidemment. Mais rappelons quand même qu'en 2011, il fallait déjà déboursier 1,65 million d'euros pour s'offrir la Veyron « L'Or Blanc ». Probablement beaucoup plus pour cette nouvelle interprétation de la porcelaine, avec l'aide du numérique.

Les voitures à hydrogène pourraient devenir invendables au bout de 15 ans

Une directive européenne sur la sécurité du stockage de l'hydrogène pourrait sérieusement compliquer la revente des voitures à hydrogène chez nous. Mais le texte ne précise pas ce qu'il en sera pour les véhicules déjà en circulation. Pour les nouveaux modèles, en tout cas, la tâche pourrait s'annoncer plus complexe pour les constructeurs automobiles encore engagés dans cette mobilité de niche. Il faudra peut-être s'armer de courage pour vendre une voiture à hydrogène dans le futur, ou tout simplement accepter de s'être assis sur un tas de plusieurs dizaines de milliers d'euros en pures pertes, ou presque. C'est en tout cas ce que l'on pourrait déduire d'un texte qui n'est pas vraiment nouveau puisque le règlement 134 de la Commission économique pour l'Europe, qui précise l'homologation des véhicules à hydrogène, date de 2019 pour sa première version. Il a été réédité depuis, mais le fond est toujours là : tout véhicule à hydrogène doit avoir de nombreuses spécificités de sécurité. Et parmi elles, une limitation



assez handicapante sur la durée de vie des réservoirs qui sont la pièce la plus chère du véhicule avec la pile à combustible. Des voitures hydrogène chères Il faut être particulièrement motivé

pour acquérir un véhicule hydrogène en 2026. D'abord parce que le réseau de ravitaillement reste bien maigre : environ 150 sites de distribution, dont une partie réservée à des usages professionnels. Ensuite,


le prix des rares modèles commercialisés encore aujourd'hui. Un Hyundai Nexo démarre à 71 100 € et n'a droit à aucun bonus, et une Toyota Mirai démarre à 73 000 €. N'oublions pas BMW qui prévoit de lancer un X5 hydrogène. Un client de ce type de véhicule saura donc qu'il ira au devant de lourdes pertes liées à la décote et à la difficulté de l'approvisionnement, contraignant la revente. Mais faire le plein d'une hydrogène ne sera probablement pas le seul obstacle à franchir pour ces propriétaires d'un autre genre, car les tout premiers modèles hydrogène mis sur le marché arrivent dans une période critique qui touche aux limites de la durée de vie du réservoir. 15 ans pour le réservoir d'hydrogène ?

Il faut fouiller ce long dossier d'homologation pour trouver la partie qui nous intéresse. « Tous les nouveaux systèmes de stockage de l'hydrogène comprimé fabriqués pour des véhicules d'usage routier doivent avoir une PSN (pression de service

nominale) inférieure ou égale à 70 MPa et une durée de vie en service maximale de 15 ans [...] La date de retrait du service ne doit pas être fixée au-delà de 15 ans après la date de fabrication. »

Les premiers modèles hydrogène approchent des 15 ans en France. Mais le texte, publié en 2019, précise s'attarder sur les « nouveaux systèmes de stockage ». Rien ne dit donc que ces anciennes voitures à hydrogène sont concernées. En revanche, tout ce qui a été immatriculé depuis ce texte serait effectivement concerné. Un remplacement à plusieurs milliers d'euros qui pourrait évidemment freiner la revente de ces véhicules dans un marché déjà presque inexistant. Et il faut ajouter à cela la durée de vie limitée des premières générations de piles à combustible. Là, la facture s'alourdit encore plus car il s'agit du "cœur" du véhicule hydrogène. Un organe composé de plaques en matériaux composites (du carbone, souvent), et une petite quantité de platine.

Mots fléchés

AVANT NEW-YORK PROVINCE UNIE	CITÉ DE TRAITÉ FLEUVE DE VENDÉE	9ÈME ART PLAQUÉ À ARNHEM	PARAFFINÉ DE ROUGE	FAÏENCERIE	FERMETURES PETITE SAINTE	MÂTURE DE NAVIRE	SUCCÈDE À JULIANA RÉDACTRICE DE JOURNAL		
				ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE					
BRAS DU RHIN ICI BAS			GRECQUE POUR LE RHIN GRAND PORT			VALLÉE ENGLOUTIE NOTE			
		BRUIT DE CAISSE		ENTRETIEN LA PASSION					
SOUFFLE	CONFUSES	PASSE SOUS SILENCE SUR LA CROIX			PLACÉ DANS LA MINUTE		PRIMITIFS FLAMANDS		
						ÉVOLUE À L'ARENA	SIX À ROME A SA COUR À LA HAYE		
MINE									
PARFOIS SYMPATHIQUE TROMPER								POINT DE DÉPART ORATEUR DE L'ATTIQUE	PÉRIODE DE L'HISTOIRE
À LA SORTIE DE L'IUT GARÇON DE COURSES		PROVINCE UNIE				PRISE DE JOIE (OU SANS)	RONGÉES PATIENT DU DR GACHET	PILOTE D'ÉOLE	SOUR DE NOS JOURS
		EX-CAPITALE D'INDONÉSIE				GLACE À L'ANGLAISE			
PRONOM PERSONNEL		MANQUE D'INSERTION CITÉ DE VELOURS		DISCIPLE DE RUBENS AVANCÉ			TERRES ENDIGUÉES		
HEXAÈDRE	ÉLIMINA AVENTURE		AMEUBLIE			CONCURRENÇAIT LE FLORIN	PLISSAI CONTRE LA VERGUE		
	NOTE		SUPERFICIELLE				BOUDDHA CHINOIS		
FLIBUSTIER À SURINAM NOTE				PROBLÈME UN TRUC À LA NOIX		SOUVENT BAS ET TRISTE			
	PRÉPOSITION ARTICLE CONTRACTÉ		PEINTURE MURALE LETTRE D'ESCHYLE		PARTICULE DE FARADAY	DÉNÉGATION	RAD RACCOURCI		
CONVENTION EXPRESSION DE MÉPRIS				TRAITÉ AVEC L'ESCAUT EN 1963		TEXEL OU AMELAND BLEU-NOIR EN VERS			
		PLANTÉ AU RAS DES PAQUETTES			TROIS FOIS RIEN		ARGON		
SERVICE SUPPLÉMENTAIRE				EMBLÈME DOUTEUX					

PÉTROLE

Brent à 72,18 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient, mercredi, en baisse dans un marché impacté par l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le premier jour d'utilisation en tant que contrat de référence, perdait 1,06% à 72,18 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, cédait 1,09% à 68,74 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 2 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La création du museum national d'histoire naturelle d'Algérie et l'entrepreneuriat à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du projet de création du museum national d'histoire naturelle d'Algérie et à la promotion de l'entrepreneuriat dans le milieu de la formation professionnelle, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Le Gouvernement a ainsi examiné le projet de création du museum national d'histoire naturelle d'Algérie, dans l'objectif de préserver et promouvoir le patrimoine naturel

national, protéger la biodiversité, soutenir la recherche scientifique et renforcer la position de l'Algérie comme destination scientifique, culturelle et touristique. Cet édifice devrait permettre une avancée majeure dans la gestion du patrimoine naturel national en mettant en place une infrastructure moderne dédiée à la collecte, à la conservation et à la documentation des artefacts d'histoire naturelle nationale, ainsi qu'en assurant la transmission de ce patrimoine aux générations futures, conformément aux engagements de notre

pays en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Le Gouvernement a également entendu une communication sur la promotion de l'entrepreneuriat dans le milieu de la formation professionnelle, comme démarche concrétisant les directives de Monsieur le Président de la République visant à inculquer une culture de l'initiative et à développer un esprit entrepreneurial chez les apprenants. L'objectif étant de faire de la formation professionnelle un levier stratégique pour préparer une nouvelle généra-

tion de chefs de projet capables de contribuer activement au développement économique.

Cette approche vise à instaurer une culture entrepreneuriale dès le début du parcours de formation, en permettant aux apprenants d'acquérir les compétences techniques et managériales nécessaires à la création d'entreprises économiques durables et créatrices de valeur ajoutée, plutôt qu'à leur simple intégration sur le marché du travail traditionnel.

APS

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Pourquoi l'Asie se développe plus vite que l'Afrique ?

Cette question a fait l'objet de plusieurs études universitaires et institutionnelles, particulièrement depuis le début des années 70. Les réponses sont très variées. Certaines s'appuient sur les conditions historiques, d'autres sur les modèles économiques adoptés et d'autres encore abordent la question sous l'angle de l'insertion dans le commerce mondial, ce qui va devenir par la suite la mondialisation et le libre-échange par opposition à l'économie planifiée et fermée. La question du rôle des institutions a rarement été évoquée comme une des explications de cette différence. Lorsqu'elle est proposée, elle est réduite à la nature de l'État.

Le point de départ est certainement les conditions historiques. En Asie, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour sont sortis de la guerre ou du colonialisme avec des États déjà très centralisés, une administration forte, et des taux d'alphabétisation élevés dès les années 50-60. En Afrique, la plupart des pays accèdent à l'indépendance dans les années 60, avec un lourd héritage de la colonisation : structures sociales brisées, des économies dépendantes et totalement extraverties par les matières premières, des administrations fragiles, des élites peu nombreuses et des systèmes éducatifs peu performants.

Le choix de modèles économiques n'a pas tout expliqué, puisque on trouve parfois les mêmes modèles économiques en Asie et en Afrique, même si en Afrique le modèle étatique ou socialiste basé sur le rôle dominant, voire hégémonique de l'État a été le plus fréquent. En Asie, nous trouvons aussi des expériences de développement menées par des États puissants et centralisés à l'exemple de la Corée du Sud et beaucoup plus tard de la Chine. Les "4 Dragons + Chine" : Corée, Taïwan, Singapour, Hong Kong + Chine ont fait le pari de l'exportation industrielle. État stratège fort, protection des industries naissantes, investissements massifs dans l'éducation technique, réforme agraire pour créer une classe moyenne rurale. En Afrique, beaucoup de pays ont choisi des modèles socialistes avec des nationalisations massives et un secteur privé très faible, d'autres sont restés enchâssés dans l'ex-

ploitation de rentes tirées des ressources naturelles (pétrole/minerais/agriculture). L'industrialisation a été faible, malgré des efforts budgétaires conséquents dans certains pays (Algérie, Égypte, Nigéria...). Les plans d'ajustement structurel des années 80/90 ont stoppé ces efforts et ont réduit les dépenses publiques en éducation/santé/infrastructures au plus mauvais moment.

La géopolitique a été plus favorable aux pays asiatiques. Le Japon a beaucoup profité du conflit Est-Ouest ; il a bénéficié d'un transfert massif par les USA de la technologie et des capitaux après la seconde guerre mondiale. La proximité avec le Japon puis la Chine a favorisé les échanges avec les pays émergents grâce à la sous-traitance et l'intégration des chaînes de valeur "Made in Asia". En Afrique, le commerce intra-africain reste <15% du total vs 60% en Asie. La ZLECAf a pour objectif de promouvoir ce commerce intra Afrique pour le porter à des niveaux plus élevés.

Le retard s'explique donc moins par un "manque" de ressources que par un décalage de 30-40 ans dans les conditions de départ en plus des trajectoires choisies ou imposées.

Quelques exemples pour illustrer ce retard. Deux cas exemplaires : en 1960, la Corée du Sud et le Ghana avaient le même PIB/habitant (~800 \$), en 2025, La Corée du Sud 36000 \$ et le Ghana 2600 \$ soit un rapport de 1 à 14. En Corée du Sud, l'État a joué le rôle de développeur sous la conduite d'un général considéré comme un dictateur (Park Chung-hee, 1961-1979) qui a imposé une planification reproductible par quinquennat successifs. Les groupes privés (Chaebols) étaient son bras économique pour conduire une industrialisation forcée dans le textile, l'acier, l'électronique, l'automobile, les chantiers navals grâce aux champions nationaux : Samsung, Hyundai, LG, Kia... Durant la même période la scolarisation a vite atteint 100% et le budget de l'éducation représentait 20% du budget général, avec une orientation Maths/Sciences/ingénierie (STEM d'aujourd'hui).

La disponibilité de ressources naturelles ne garantit pas le développement si les au-

tres conditions ne sont pas réunies, comme l'éducation massive, les infrastructures, la valorisation locales des ressources naturelles et surtout la continuité (par opposition à instabilité, ruptures) dans une vision de long terme dans le cadre d'une planification prospective. Toutes ces conditions ont été réunies par les pays asiatiques et dont la Corée du Sud en est la parfaite illustration. On peut donner un autre exemple encore plus contrasté. En 1980 le PIB/hab en Chine était de 195\$ et en Éthiopie 150 \$; en 2025, la Chine affiche 13 400 \$ et l'Éthiopie 1200 \$. Un rapport de 1 à 11. La Chine est dirigée par un Parti unique, de surcroît communiste. Mais un État stratège et pragmatique (l'idéologie est réservée pour le contrôle social interne), conscient des enjeux économiques a fait le pari de l'ouverture à l'économie mondiale par le bon côté, par les IDEs et les marchés internationaux pour l'exportation (accession à l'OMC) ; avec toutefois, l'usage d'une terminologie appropriée, comme le "socialisme de marché" (Réformes de Deng Xiaoping). L'Éthiopie suit à présent le modèle Chinois et reçoit l'aide de cette dernière, particulièrement dans les infrastructures et les industries manufacturières (textiles). L'Éthiopie a quand même multiplié son PIB x6 en 20 ans. Hawassa est la plus grande ZES (Zone Économique Spéciale, sur le modèle chinois) textile d'Afrique.

La culture du long terme est la caractéristique commune aux pays de l'Asie de l'Est. Ce qui favorise l'épargne et l'investissement aussi bien chez les particuliers que dans les politiques publiques. La culture "court termiste" favorise la consommation. Dans ces pays on planifie le développement à 30 ans, alors que dans les pays à culture court terme, on gère les urgences et les horizons sont limités à l'année budgétaire. C'est la différence entre un État qui "oriente" l'économie et un État qui "subit" les aspects négatifs des autres économies, autrement dit, l'État stratège et prospectif et l'État réactif. Ceci n'est pas une règle. Il y a des pays asiatiques à culture court termiste (Philippines) et des pays africains à culture long termiste (Rwanda, Éthiopie...). Les pays de l'Afrique

du Nord et ceux de l'Afrique de l'Ouest sont classés dans la catégorie "Culture court terme" (Travaux de Hofstede). Finalement, la véritable différence et l'explication du retard de l'Afrique par rapport à l'Asie est dans la qualité des institutions. Ce cadre institutionnel est incarné par la planification du développement économique. En Asie la planification est sélective et contraignante. Sélective, elle peut porter sur un ensemble de secteurs sélectionnés sans toucher aux autres, et contraignante, lorsqu'elle met en œuvre des incitations et impose en contrepartie des exportations ou des innovations. En Afrique, la planification est souvent globale et rarement contraignante pour les opérateurs. C'est pourquoi, elle perd de sa raison d'être et même de sa pertinence. Quelques réussites en Afrique pour les pays qui ont copié des modèles asiatiques : Rwanda, institutions fortes, une vision à long terme (2050), croissance de 7%. L'Éthiopie, inspirée par le modèle chinois, met en place des plans quinquennaux et obtient 10% de croissance. D'autres exemples anciens : le fameux MITI japonais (1955-1990). Le MITI (Ministry of International Trade and Industry, qui a fait office d'agence de planification, de développement technologique et d'expansion internationale) a joué un rôle majeur dans la transformation de l'économie japonaise pour devenir ce qu'elle est depuis plus de 50 ans ; il décompose l'économie en grandes filières ou branches et élabore des plans spécifiques : plan acier, plan électronique, plan automobile, plan chimie... Le Rwanda copie le MITI, le Vietnam aussi (Ministry of Planning and Investment, souvent appelé mini MITI). "Les institutions sont la clé du développement économique" disaient les lauréats du Nobel d'économie (2024). Les expériences institutionnelles et de planification sont aujourd'hui très documentées par les travaux universitaires et par les rapports des institutions internationales. L'important est de savoir qu'est ce qu'on veut et il n'y a pas de mal à copier les bonnes pratiques.